

# BUDGET ANNUEL DE L'ASSURANCE MALADIE-MATERNITÉ

# 2023

Établi par la CNS  
au mois d'octobre 2022



**CNS**

d'Gesondheidskeess

## Table des matières

|                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------|----|
| Le budget de l'assurance maladie-maternité 2023 – résumé analytique ..... | 2  |
| Hypothèses impactant le budget 2023 .....                                 | 4  |
| Tableau des dépenses et des recettes (avec provisions nettes) .....       | 6  |
| Le Budget.....                                                            | 9  |
| Résultat financier .....                                                  | 9  |
| Dépenses .....                                                            | 11 |
| Frais Administratif .....                                                 | 11 |
| Prestations en espèces (61) .....                                         | 15 |
| Prestations en nature (62).....                                           | 24 |
| Autres dépenses.....                                                      | 35 |
| Recettes .....                                                            | 38 |
| Cotisations (70) .....                                                    | 38 |
| Cotisations forfaitaires Etat (71) .....                                  | 44 |
| Participation de tiers (72) .....                                         | 44 |
| Transferts (73).....                                                      | 46 |
| Autres recettes.....                                                      | 46 |
| Prélèvement au fonds de roulement.....                                    | 47 |
| Prélèvement du découvert de l'exercice .....                              | 47 |
| Annexes .....                                                             | 48 |

Budget de l'assurance maladie-maternité 2023 validé par le Conseil d'administration de la CNS le 9 novembre 2022.

## Le budget de l'assurance maladie-maternité 2023 – résumé analytique

### Contexte économique et démographique en évolution

En 2023, le système d'assurance maladie-maternité (AMM) du Grand-Duché de Luxembourg couvrira une population protégée prévisible d'environ 955.300 personnes, population constituée pour deux tiers de la population protégée résidente et pour un tiers de la population protégée non-résidente.

Le budget 2023 de l'AMM se base sur une croissance estimée du PIB de 2,5% en 2022 et de 2,0% en 2023, de l'emploi de 3,4% en 2022 et de 2,0% en 2023, sur une variation de l'échelle mobile des salaires en moyenne annuelle de 3,8% en 2022 et de 4,4% en 2023 ainsi que sur une variation du revenu moyen cotisable (au nombre indice 100) de 1,1% en 2022 et de 1,0% en 2023. Une diminution des effets financiers de la crise sanitaire due au SARS-CoV-2 (Covid-19) est attendue pour 2023, et ceci notamment au niveau des prestations en espèces ainsi que des tests PCR.

L'Etat contribuera en 2023 au financement des mesures Covid-19 préfinancées par l'AMM dépassant son objet, avec une dotation supplémentaire à celle de 2020 de 37,5 millions d'euros. La dotation spéciale maternité de 20 millions d'euros à charge de l'Etat est encore due jusqu'au 31 décembre 2023, au-delà de cette date, il n'y a plus de base légale. Il importe de rappeler que malgré la dotation de 20 millions d'euros perçue depuis la réforme du système de santé de 2010, l'AMM est en présence de moins-values de recettes concernant le volet maternité.

Les sources de financement du régime luxembourgeois d'AMM proviennent à 98% de cotisations payées par les assurés, les employeurs et l'Etat. Au niveau des dépenses, environ 83% proviennent des soins de santé, et 14% des indemnités pécuniaires (prestations en espèces de la Mutu

alité des Employeurs non comprises). Les dépenses restantes comprennent entre autres les frais administratifs.

### Solde des opérations courantes négatif et réserve en diminution

L'année 2020, qui a été marquée par le début de la crise Covid-19, a clôturé avec un déficit des opérations courantes à hauteur de 12,4 millions d'euros. Depuis lors, le déficit sur les opérations courantes de l'AMM perdure avec, pour 2021, un résultat négatif sur les opérations courantes de -55,7 millions d'euros et, pour 2022, un résultat négatif estimé sur les opérations courantes de -55,3 millions d'euros.

En 2023, le solde des opérations courantes est prévu rester négatif avec -9,7 millions euros et ceci pour une quatrième année d'affilée. L'évolution positive des recettes s'explique par une dotation supplémentaire de l'Etat dans le cadre des mesures prises dans le contexte de la lutte contre Covid-19 de 37,5 millions d'euros, par une croissance importante du nombre d'assurés et du revenu moyen cotisable et un impact positif de la variation de l'échelle mobile des salaires de 4,4%. Néanmoins, les dépenses augmentent plus rapidement que les recettes, malgré un apaisement prévu des

dépenses Covid-19. Selon les prévisions, le rapport entre la réserve globale et les dépenses courantes passera de 24,9% en 2021 à 21,6% en 2022 et à 19,8% en 2023.

### **Perspectives incertaines**

Même si, en raison des effets en partie temporaires au niveau des recettes mentionnés ci-dessus, la trajectoire de la réserve globale s'améliore selon les récentes prévisions, les recettes courantes ne permettent pas de financer les dépenses courantes. Ainsi, depuis quelques années il faut creuser dans les réserves accumulées

entre 2015 et 2019 pour assurer le financement des dépenses courantes.

Le contexte géopolitique et inflationniste actuel risque de fragiliser davantage le système de financement de l'AMM. Pour la CNS, la situation financière actuelle de l'AMM exige un comportement responsable de tous les acteurs du système en matière de consommation de prestations et de discipline budgétaire ainsi qu'une collaboration constructive de toutes les parties prenantes pour rendre le système de santé plus efficace et efficient dans les années à venir.

## Hypothèses impactant le budget 2023

A des fins de budgétisation prudente, les hypothèses retenues prévoient que la crise sanitaire continuera. Cependant, en 2023, les effets de la crise devraient diminuer substantiellement en comparaison avec les dépenses enregistrées pour 2021 et 2022.

Le budget pour l'année 2023 se base sur l'hypothèse d'un indice moyen de **l'échelle mobile des salaires** de 909,90 points (+4,4%). La mise en application de deux côtes d'application est prévue au 1er avril 2023.

La loi relative au budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour 2022 a prévu la continuation de la prise en charge par l'Etat de **la dotation spéciale maternité de 20 millions d'euros** jusqu'au 31 décembre 2023.

Pour l'exercice 2023, il y aura une augmentation du **salaire social minimum** à hauteur de 3,2% à partir du 1er janvier 2023. Par ailleurs, il y aura un **ajustement des pensions** à hauteur de 2,2% au 1er janvier 2023.

Dans le cadre du projet de loi portant sur les recettes et les dépenses de l'Etat pour l'exercice 2023, la prise en charge par l'Etat des dépenses relatives au congé pour raisons familiales élargi dans le contexte du Covid-19 et se référant aux dépenses pour les exercices comptables 2021 et 2022 ainsi que le solde pour l'exercice 2020 est prévue d'avoir un impact net de 37,5 millions d'euros et a été intégré dans les recettes de l'exercice 2023.

En plus des éléments principaux présentés ci-dessus, le budget 2023 se base encore sur les hypothèses suivantes :

- Variation du PIB de 2,5% en 2022 et de 2,0% en 2023 ;
- Hypothèses relatives à l'évolution de l'emploi total:
  - 2022 : +3,4%
  - 2023 : +2,0%
- Taux de cotisation unique de 5,60% avec une majoration de 0,50% pour les assurés couverts par les indemnités pécuniaires ;
- Variation de l'échelle mobile des salaires en moyenne annuelle de 3,8% en 2022 et de 4,4% en 2023 ;
- Contribution de l'Etat de 40% de l'ensemble des cotisations, ceci conformément à l'article 31, alinéa 1 du CSS ;
- Variation du volume au niveau des prestations en nature sur la base de l'évolution historique ;
- Hypothèses de l'IGSS relatives à l'évolution de la masse cotisable pour prestations en nature des assurés actifs au n.i. courant
  - 2022 : +8,4%
  - 2023 : +7,6%

Le présent budget comprend le tableau des dépenses et des recettes globales de l'AMM, complété d'un tableau renseignant les frais d'administration et de gestion de la CNS et des trois caisses de maladie du secteur public. Y est également repris un tableau établissant la programmation pluriannuelle des dépenses et des recettes jusqu'en 2026. Celui-ci se base sur l'hypothèse d'un maintien des taux de cotisation à leurs niveaux de 2022.

Il est important de noter que les résultats affichés ne tiennent pas compte de certains risques, à ce jour, difficilement quantifiables ou situables dans le temps. Il s'agit notamment de risques financiers en lien avec l'évolution de la crise sanitaire Covid-19 et les conséquences Long-Covid, l'envergure de la prise en charge

de certaines nouvelles prestations dont les nouveaux besoins définis lors du « Gesondheets-dësch » ou encore l'implémentation du paiement immédiat direct (PID). La matérialisation de certains de ces risques pourrait modifier de façon notable les résultats montrés.

## Tableau des dépenses et des recettes (avec provisions nettes)

Tableau 1: Projet de budget des dépenses de l'assurance maladie-maternité – Comptes 60

| Année<br>Nombre indice<br>(Montants en milliers d'euros) | Compte annuel<br>2021<br>839,98 | Budget<br>2022<br>855,62 | Compte prév.<br>2022<br>871,66 | Budget<br>2023<br>909,90 | Variation<br>2023 / 2022<br>en % |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| <b>60 FRAIS D'ADMINISTRATION</b>                         | <b>96.635</b>                   | <b>108.183</b>           | <b>106.588</b>                 | <b>126.627</b>           | <b>17,0%</b>                     |
| <b>Frais de personnel</b>                                | <b>64.235</b>                   | <b>69.892</b>            | <b>69.851</b>                  | <b>75.454</b>            | <b>8,0%</b>                      |
| 6000 Traitement employés publics                         | 34.563                          | 40.473                   | 38.780                         | 43.009                   |                                  |
| 6001 Indemnités employés permanents                      | 14.332                          | 15.072                   | 16.105                         | 16.539                   |                                  |
| 6002 Indemnités employés temporaires                     | 1.395                           | 613                      | 437                            | 428                      |                                  |
| 6003 Salaires ouvriers permanents                        | 164                             | 169                      | 186                            | 194                      |                                  |
| 6004 Salaires ouvriers temporaires                       |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| 6005 Pensions et suppléments                             | 13.781                          | 13.566                   | 14.342                         | 15.284                   |                                  |
| 6007 Frais communs personnel OAS                         |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| <b>Frais d'exploitation</b>                              | <b>4.193</b>                    | <b>4.526</b>             | <b>4.154</b>                   | <b>11.429</b>            | <b>152,5%</b>                    |
| 6020 Loyer et charges locatives                          | 2.618                           | 2.680                    | 2.680                          | 8.311                    |                                  |
| 6021 Frais d'exploitation bâtiments                      | 1.142                           | 1.351                    | 1.060                          | 2.648                    |                                  |
| 6022 Frais d'exploitation agences                        | 320                             | 327                      | 306                            | 324                      |                                  |
| 6023 Installations de télécommunications                 | 70                              | 114                      | 63                             | 94                       |                                  |
| 6024 Frais informatique                                  | 4                               | 6                        | 5                              | 8                        |                                  |
| 6025 Frais liés aux véhicules automoteurs                | 39                              | 48                       | 40                             | 45                       |                                  |
| <b>Frais de fonctionnement</b>                           | <b>9.867</b>                    | <b>12.616</b>            | <b>11.636</b>                  | <b>12.803</b>            | <b>1,5%</b>                      |
| 6030 Indemnités personnel                                | 140                             | 220                      | 202                            | 223                      |                                  |
| 6031 Organes                                             | 69                              | 74                       | 73                             | 75                       |                                  |
| 6032 Frais de bureau                                     | 363                             | 471                      | 398                            | 427                      |                                  |
| 6033 Frais postaux et de télécommunication               | 5.487                           | 5.696                    | 5.682                          | 5.996                    |                                  |
| 6034 Frais d'information et de publication               | 106                             | 226                      | 198                            | 217                      |                                  |
| 6035 Expertises et contrôles                             | 2.650                           | 4.375                    | 3.611                          | 4.406                    |                                  |
| 6036 Contentieux                                         | 267                             | 250                      | 250                            | 265                      |                                  |
| 6039 Dépenses diverses                                   | 784                             | 1.303                    | 1.222                          | 1.192                    |                                  |
| <b>Frais généraux</b>                                    | <b>48</b>                       | <b>92</b>                | <b>42</b>                      | <b>397</b>               | <b>333,8%</b>                    |
| 6041 Médecine préventive                                 |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| 6042 Cotisations ALOSS                                   | 29                              | 18                       | 19                             | 19                       |                                  |
| 6043 Autres cotisations                                  |                                 | 7                        | 7                              | 7                        |                                  |
| 6048 Frais de déménagement                               | 19                              | 62                       | 12                             | 367                      |                                  |
| 6049 Frais généraux divers                               | 1                               | 4                        | 4                              | 4                        |                                  |
| <b>Frais d'acquisitions</b>                              | <b>138</b>                      | <b>1.138</b>             | <b>985</b>                     | <b>611</b>               | <b>-46,3%</b>                    |
| 6051 Acquisition machines de bureau                      | 2                               | 3                        |                                | 3                        |                                  |
| 6052 Acquisition mobilier de bureau                      | 104                             | 63                       | 29                             | 58                       |                                  |
| 6053 Acquisition inst. de télécommunications             |                                 | 455                      | 831                            |                          |                                  |
| 6054 Acquisition équipements informatiques               |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| 6055 Acquisitions logiciels                              |                                 | 572                      | 86                             | 470                      |                                  |
| 6056 Acquisition équipements spéciaux                    | 31                              | 47                       | 40                             | 81                       |                                  |
| 6057 Acquisition véhicules automoteurs                   |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| <b>Frais communs</b>                                     | <b>18.155</b>                   | <b>19.920</b>            | <b>19.920</b>                  | <b>25.933</b>            | <b>30,2%</b>                     |
| 608 Participation aux frais du Centre commun             | 18.155                          | 19.920                   | 19.920                         | 25.933                   |                                  |



Tableau 2: Projet de budget des dépenses de l'assurance maladie-maternité – Comptes 61-69

| Année<br>Nombre indice                   | Compte annuel<br>2021 | Budget<br>2022   | Compte prév.<br>2022 | Budget<br>2023   | Variation<br>2023 / 2022<br>en % |
|------------------------------------------|-----------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------------------|
| (Montants en milliers d'euros)           | 839,98                | 855,62           | 871,66               | 909,90           |                                  |
| <b>61 PRESTATIONS EN ESPECES</b>         | <b>501.572</b>        | <b>456.080</b>   | <b>531.272</b>       | <b>532.223</b>   | <b>0,2%</b>                      |
| Maladie                                  | 250.615               | 242.037          | 292.048              | 293.548          | 0,5%                             |
| Maternité                                | 250.957               | 214.042          | 239.224              | 238.674          | -0,2%                            |
| <b>62 PRESTATIONS EN NATURE</b>          | <b>3.041.400</b>      | <b>3.169.390</b> | <b>3.213.086</b>     | <b>3.500.826</b> | <b>9,0%</b>                      |
| Maladie                                  | 3.034.685             |                  |                      |                  |                                  |
| Maternité                                | 6.715                 |                  |                      |                  |                                  |
| <b>63 TRANSFERTS DE COTISATIONS</b>      | <b>43.200</b>         | <b>40.452</b>    | <b>46.314</b>        | <b>49.582</b>    | <b>7,1%</b>                      |
| Cotisations assurance maladie            | 12.185                | 11.165           | 12.783               | 13.685           |                                  |
| Indemnité pec. mal. CNS                  | 6.798                 | 6.669            | 7.045                | 7.612            |                                  |
| Indemnité pec. maternité                 | 5.387                 | 4.496            | 5.738                | 6.074            |                                  |
| Cotisations assurance pension            | 31.015                | 29.286           | 33.530               | 35.896           |                                  |
| Indemnité pec. mal. CNS                  | 16.898                | 17.493           | 18.479               | 19.965           |                                  |
| Indemnité pec. maternité                 | 14.117                | 11.793           | 15.051               | 15.931           |                                  |
| <b>64 DECHARGES ET RESTIT. DE COTIS.</b> | <b>4.009</b>          | <b>3.620</b>     | <b>10.850</b>        | <b>6.100</b>     | <b>-43,8%</b>                    |
| Prestations en nature Maladie-Maternité  | 3.812                 | 3.300            | 10.100               | 5.600            |                                  |
| Prest. en espèces Maladie                | 197                   | 320              | 750                  | 500              |                                  |
| Prest. en espèces Maternité              |                       |                  |                      |                  |                                  |
| Divers                                   |                       |                  |                      |                  |                                  |
| <b>65 PATRIMOINE</b>                     | <b>140</b>            | <b>222</b>       | <b>170</b>           | <b>180</b>       | <b>5,9%</b>                      |
| <b>66 CHARGES FINANCIERES</b>            | <b>1.519</b>          | <b>1.260</b>     | <b>900</b>           |                  | <b>p.m.</b>                      |
| <b>67 DOTATIONS AUX PROV. ET AMORT.</b>  | <b>633.010</b>        | <b>700</b>       | <b>700</b>           | <b>600</b>       | <b>-14,3%</b>                    |
| Prestations à liquider                   | 623.200               |                  |                      |                  |                                  |
| Prestations en nature Maladie-Maternité  | 623.200               |                  |                      |                  |                                  |
| Prest. en espèces Maladie                |                       |                  |                      |                  |                                  |
| Prest. en espèces Maternité              |                       |                  |                      |                  |                                  |
| Autres provisions                        | 9.310                 |                  |                      |                  |                                  |
| Amortissements                           | 500                   | 700              | 700                  | 600              |                                  |
| <b>68 CHARGES DIVERSES - TIERS</b>       | <b>13.033</b>         | <b>19.102</b>    | <b>16.985</b>        | <b>19.314</b>    | <b>13,7%</b>                     |
| Gestion "Prestations de maternité"       |                       |                  |                      |                  |                                  |
| Divers                                   | 13.033                | 19.102           | 16.985               | 19.314           |                                  |
| <b>69 DEPENSES DIVERSES</b>              | <b>73</b>             | <b>80</b>        | <b>80</b>            | <b>80</b>        | <b>0,0%</b>                      |
| Intérêts moratoires tiers payant         |                       |                  |                      |                  |                                  |
| Dépenses diverses                        | 73                    | 80               | 80                   | 80               |                                  |
| Prestations en nature Maladie-Maternité  |                       | 10               | 10                   | 10               |                                  |
| Prest. en espèces Maladie                | 50                    | 50               | 50                   | 50               |                                  |
| Prest. en espèces Maternité              |                       |                  |                      |                  |                                  |
| Divers                                   | 23                    | 20               | 20                   | 20               |                                  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES COURANTES</b>      | <b>4.334.592</b>      | <b>3.799.089</b> | <b>3.926.945</b>     | <b>4.235.531</b> | <b>7,9%</b>                      |
| Dotation au fonds de roulement           |                       | 15.445           | 29.498               | 30.859           |                                  |
| Dotation de l'excédent de l'exercice     |                       |                  |                      |                  |                                  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES</b>                | <b>4.334.592</b>      | <b>3.814.534</b> | <b>3.956.443</b>     | <b>4.266.390</b> | <b>7,8%</b>                      |

Remarque : Le compte prévisionnel 2022 est présenté avec provisions nettes. L'annexe représente les tableaux des dépenses et recettes pour l'année 2022 avec comptabilisation des provisions aux comptes respectifs.



Tableau 3: Projet de budget des recettes de l'assurance maladie-maternité – Comptes 70-79

| Année<br>Nombre indice<br>(Montants en milliers d'euros) | Compte annuel<br>2021<br>839,98 | Budget<br>2022<br>855,62 | Compte prév.<br>2022<br>871,66 | Budget<br>2023<br>909,9 | Variation<br>2023 / 2022<br>en % |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|--------------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| <b>70 COTISATIONS ASSURES ET EMPLOYEURS</b>              | <b>2.110.971</b>                | <b>2.203.328</b>         | <b>2.285.629</b>               | <b>2.470.911</b>        | <b>8,1%</b>                      |
| Prestations en espèces                                   | 108.373                         | 113.080                  | 117.490                        | 126.435                 | 7,6%                             |
| dont FOA                                                 | 180                             | 181                      | 181                            | 190                     |                                  |
| Prestations en nature                                    | 2.002.598                       | 2.090.248                | 2.168.139                      | 2.344.476               | 8,1%                             |
| Actifs et autres                                         | 1.646.142                       | 1.714.608                | 1.784.608                      | 1.920.520               |                                  |
| dont FOA                                                 | 2.021                           | 2.023                    | 2.034                          | 2.126                   |                                  |
| Pensionnés                                               | 356.456                         | 375.640                  | 383.531                        | 423.956                 |                                  |
| <b>71 COTISATIONS FORFAITAIRES ETAT</b>                  | <b>1.407.308</b>                | <b>1.468.885</b>         | <b>1.523.752</b>               | <b>1.647.274</b>        | <b>8,1%</b>                      |
| <b>72 PARTICIPATIONS DE TIERS</b>                        | <b>40.754</b>                   | <b>42.993</b>            | <b>42.654</b>                  | <b>85.708</b>           | <b>100,9%</b>                    |
| Frais d'administration                                   | 20.554                          | 22.773                   | 22.434                         | 27.988                  |                                  |
| Etat-frais de personnel (supplém. pension)               |                                 |                          |                                |                         |                                  |
| Etat (congé politique et sportif)                        | 127                             | 50                       | 166                            | 50                      |                                  |
| Organismes                                               | 20.428                          | 22.723                   | 22.268                         | 27.938                  |                                  |
| Participations dans prestations (Etat)                   | 20.200                          | 20.220                   | 20.220                         | 57.720                  |                                  |
| Dot. pour dépenses liées aux mesures Covid               |                                 |                          |                                | 37.500                  |                                  |
| Dotation spéciale maternité                              | 20.000                          | 20.000                   | 20.000                         | 20.000                  |                                  |
| Autres prestations en nature                             | 200                             | 220                      | 220                            | 220                     |                                  |
| <b>73 TRANSFERTS</b>                                     | <b>8.533</b>                    | <b>6.940</b>             | <b>7.215</b>                   | <b>7.040</b>            | <b>-2,4%</b>                     |
| Cotisations de régimes contributifs                      | 1.204                           | 140                      | 415                            | 140                     |                                  |
| Pensions cédées                                          | 7.329                           | 6.800                    | 6.800                          | 6.900                   |                                  |
| Pensions cédées CNS(art. 29,1b)                          | 7.329                           | 6.800                    | 6.800                          | 6.900                   |                                  |
| <b>74 REVENUS SUR IMMOBILISATIONS</b>                    | <b>139</b>                      | <b>140</b>               | <b>140</b>                     | <b>140</b>              | <b>0,0%</b>                      |
| <b>75 BENEFICES SUR IMMEUBLES</b>                        |                                 |                          |                                |                         | <b>p.m.</b>                      |
| <b>76 PRODUITS DIVERS</b>                                | <b>7.136</b>                    | <b>7.499</b>             | <b>8.869</b>                   | <b>8.385</b>            | <b>-5,5%</b>                     |
| Prestations en nature                                    | 3.427                           | 3.488                    | 4.939                          | 4.246                   |                                  |
| Prestations en espèces Maladie                           | 246                             | 308                      | 299                            | 312                     |                                  |
| Prestations en espèces Maternité                         |                                 |                          |                                |                         |                                  |
| Divers                                                   | 3.464                           | 3.703                    | 3.632                          | 3.827                   |                                  |
| <b>77 PRODUITS FINANCIERS</b>                            | <b>1.339</b>                    | <b>900</b>               | <b>2.700</b>                   | <b>6.300</b>            | <b>133,3%</b>                    |
| <b>78 PRELEVEMENT AUX PROVISIONS</b>                     | <b>695.110</b>                  |                          |                                |                         | <b>p.m.</b>                      |
| Prestations à liquider                                   | 695.110                         |                          |                                |                         |                                  |
| Prestations en nature                                    | 695.110                         |                          |                                |                         |                                  |
| Prestations en espèces Maladie                           |                                 |                          |                                |                         |                                  |
| Prestations en espèces Maternité                         |                                 |                          |                                |                         |                                  |
| Autres provisions                                        | 7.520                           |                          |                                |                         |                                  |
| <b>79 RECETTES DIVERSES</b>                              | <b>121</b>                      | <b>128</b>               | <b>693</b>                     | <b>74</b>               | <b>-89,3%</b>                    |
| Prestations en nature                                    | 64                              | 52                       | 15                             | 15                      |                                  |
| Prestations en espèces Maladie                           | 8                               | 25                       | 8                              | 9                       |                                  |
| dont rém. services rendus (art. 58, al. 4)               |                                 |                          |                                |                         |                                  |
| Prestations en espèces Maternité                         |                                 |                          |                                |                         |                                  |
| Divers                                                   | 49                              | 51                       | 670                            | 50                      |                                  |
| <b>TOTAL DES RECETTES COURANTES</b>                      | <b>4.271.412</b>                | <b>3.730.814</b>         | <b>3.871.652</b>               | <b>4.225.831</b>        | <b>9,1%</b>                      |
| Prélèvement au fonds de roulement                        | 14.488                          |                          |                                |                         |                                  |
| Prélèvement découvert de l'exercice                      | 41.171                          | 83.721                   | 84.791                         | 40.559                  |                                  |
| <b>TOTAL DES RECETTES</b>                                | <b>4.327.072</b>                | <b>3.814.534</b>         | <b>3.956.443</b>               | <b>4.266.390</b>        | <b>7,8%</b>                      |

Remarque : Le compte prévisionnel 2022 est présenté avec provisions nettes. L'annexes représente les tableaux des dépenses et recettes pour l'année 2022 avec comptabilisation des provisions aux comptes respectifs.

## Le Budget

### Résultat financier

Pour 2023, les recettes de l'assurance maladie-maternité sont estimées à 4.225,8 millions d'euros et les dépenses à 4.235,5 millions d'euros. Les estimations 2023 présentent un solde négatif des opérations courantes de 9,7 millions d'euros engendrant une diminution de la réserve globale passant de 847,9 millions d'euros en 2022 à 838,2 millions d'euros en 2023, ceci malgré le remboursement de l'Etat

de 37,5 millions d'euros relatif aux mesures Covid-19 des années 2020 à 2022. La réserve globale 2023 correspond à 19,8% du montant annuel des dépenses courantes, contre 21,6% en 2022. Après opérations sur réserves et donc après une dotation au fonds de roulement de 30,9 millions d'euros en 2023, le déficit de l'exercice est de l'ordre de 40,6 millions d'euros.

Tableau 4: Résultat financier avec provisions nettes

|                                            | Décompte     |              |              | Estimation   |              |
|--------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                            | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         |
| <i>(Montants en millions d'euros)</i>      |              |              |              |              |              |
| Echelle mobile des salaires                | 814,40       | 834,76       | 839,98       | 871,66       | 909,9        |
| <i>(Var. en %)</i>                         | 1,4%         | 2,5%         | 0,6%         | 3,8%         | 4,4%         |
| Recettes courantes                         | 3.203,3      | 3.764,5      | 3.576,3      | 3.871,7      | 4.225,8      |
| <i>(Var. en %)</i>                         | 6,5%         | 17,5%        | -5,0%        | 8,3%         | 9,1%         |
| Recettes courantes hors mesures Covid-19*  |              | 3.378,5      | 3.576,3      | 3.871,7      | 4.188,2      |
| <i>(Var. en %)</i>                         |              | 5,5%         | 5,9%         | 8,3%         | 8,2%         |
| Dépenses courantes                         | 3.101,6      | 3.776,8      | 3.632,0      | 3.926,9      | 4.235,5      |
| <i>(Var. en %)</i>                         | 7,9%         | 21,8%        | -3,8%        | 8,1%         | 7,9%         |
| Dépenses courantes hors mesures Covid-19** |              | 3.419,1      | 3.583,1      | 3.903,6      | 4.224,5      |
| <i>(Var. en %)</i>                         |              | 10,2%        | 4,8%         | 8,9%         | 8,2%         |
| <b>Solde des opérations courantes</b>      | <b>101,7</b> | <b>-12,4</b> | <b>-55,7</b> | <b>-55,3</b> | <b>-9,7</b>  |
| <i>En % des dép. courantes</i>             | 3,3%         | -0,3%        | -1,5%        | -1,4%        | -0,2%        |
| Solde global cumulé                        | 971,3        | 958,9        | 903,2        | 847,9        | 838,2        |
| <i>Solde global cumulé/dép.courantes</i>   | 31,3%        | 25,4%        | 24,9%        | 21,6%        | 19,8%        |
| Fonds de roulement minimum                 | 310,2        | 377,7        | 363,2        | 392,7        | 423,6        |
| <i>Taux FDR/dép.courantes</i>              | 10,0%        | 10,0%        | 10,0%        | 10,0%        | 10,0%        |
| <b>Résultat de l'exercice</b>              | <b>79,1</b>  | <b>-79,9</b> | <b>-41,2</b> | <b>-84,8</b> | <b>-40,6</b> |
| Résultat cumulé                            | 661,1        | 581,2        | 540,0        | 455,3        | 414,7        |
| Taux de cotisation                         |              |              |              |              |              |
| <i>Taux de cotisation unique</i>           | 5,60%        | 5,60%        | 5,60%        | 5,60%        | 5,60%        |
| <i>Taux d'équilibre de l'exercice</i>      | 5,45%        | 5,74%        | 5,67%        | 5,73%        | 5,66%        |

\* Les recettes hors mesures Covid-19 ne tiennent pas compte des recettes (remboursées ou à rembourser) liées aux mesures Covid-19 décidées par le Gouvernement et dépassant l'objet de l'Assurance maladie-maternité.

\*\* Les dépenses hors mesures Covid-19 ne tiennent pas compte des dépenses liées aux mesures Covid-19 décidées par le Gouvernement et dépassant l'objet de l'Assurance maladie-maternité.

Le taux d'équilibre de l'exercice 2023 s'élèverait ainsi à 5,66% contre 5,73% en 2022.

Malgré le résultat déficitaire de l'exercice, l'équilibre financier de l'assurance maladie-maternité est assuré en 2023. Ceci avec un excédent cumulé qui s'établit à 414,7 millions d'euros, contre 455,3 millions en 2022.

Comme une vue plus réelle de l'évolution des dépenses et des recettes est obtenue en faisant abstraction de l'adaptation de la méthode comptable en matière de provisionnement de frais, le tableau 4 affiche le résultat financier avec provisions nettes.

Abstraction faite des dépenses liées aux mesures Covid-19 décidées par le Gouvernement et du remboursement (réalisé ou à prévoir) par l'Etat de ces dépenses, les taux de variation au niveau des recettes s'élèvent en 2021 à 5,9%, en 2022 à 8,3% et en

2023 à 8,2%. Au niveau des dépenses, les taux de variation atteignent en 2021 +4,8% ; en 2022 +8,9% et en 2023 +8,2%.

Afin de mettre en évidence les véritables tendances de l'évolution des dépenses et des recettes, pour en déduire des conclusions sur le maintien futur de l'équilibre financier, il y a lieu de se référer à l'exercice prestation qui reflète avec une grande précision ce qui se produit réellement au niveau des prestations et des cotisations au cours des années observées. Ainsi on réalise que les dépenses évoluent plus vite que les recettes pour les années 2019, 2020 et 2021. En 2022, la très forte relance du marché de l'emploi ainsi que l'impact de l'échelle mobile des salaires (+3,8%) permettent aux recettes de dépasser les dépenses concernant le taux d'évolution. En 2023, les évolutions des dépenses dépassent à nouveau celles des recettes.

Tableau 5: Résultat financier suivant la date prestation

| (Montants en millions d'euros)                   | Décompte     |              |              | Estimation   |              |
|--------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                                  | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         |
| Echelle mobile des salaires                      | 814,40       | 834,76       | 839,98       | 871,66       | 909,9        |
| (Var. en %)                                      | 1,4%         | 2,5%         | 0,6%         | 3,8%         | 4,4%         |
| Recettes courantes                               | 3.203,3      | 3.378,4      | 3.576,3      | 3.871,7      | 4.188,3      |
| (Var. en %)                                      | 6,5%         | 5,5%         | 5,9%         | 8,3%         | 8,2%         |
| Dépenses courantes                               | 3.140,0      | 3.362,1      | 3.612,2      | 3.885,0      | 4.224,5      |
| (Var. en %)                                      | 8,9%         | 7,1%         | 7,4%         | 7,6%         | 8,7%         |
| <b>Solde des opérations courantes</b>            | <b>63,3</b>  | <b>16,4</b>  | <b>-35,9</b> | <b>-13,3</b> | <b>-36,2</b> |
| <b>Différence: Var. Recettes - Var. Dépenses</b> | <b>-2,4%</b> | <b>-1,6%</b> | <b>-1,6%</b> | <b>0,7%</b>  | <b>-0,6%</b> |

Remarque : Les données financières ci-dessus ont été établies sans prise en compte des mesures Covid-19 décidées par le Gouvernement.

## Dépenses

### Frais Administratif

#### **Frais administratifs de l'assurance maladie-maternité (CNS, CMFEP, CMFEC, EMCFL)**

##### Variation budget 2023 par rapport au budget 2022

Les frais administratifs 2023 de l'assurance maladie-maternité s'élèvent à 126,6 millions d'euros, contre 108,2 millions d'euros de dépenses « votées » pour l'exercice 2022, soit une croissance de 17,0%. Les frais administratifs de l'assurance maladie-maternité comprennent les frais administratifs de la CNS et des trois caisses du secteur public.

Les crédits limitatifs de l'assurance maladie-maternité pour 2023 présentent une croissance de 7,9% par rapport au montant pour l'exercice 2022. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des « Frais d'exploitation bâtiments » qui provient des coûts liés au déménagement dans le nouveau bâtiment de la cité de la Sécurité sociale.

##### Variation des dépenses 2023 par rapport aux montants prévisionnels 2022

Les frais d'administration prévisibles de la CNS et des caisses de maladie du secteur public à charge du budget de l'assurance maladie-maternité s'élèvent donc à 126,6 millions d'euros et affichent une croissance de 18,8%, soit de 20,0 millions d'euros par rapport au montant prévisionnel de 2022 de 106,6 millions d'euros.

Par rapport aux montants prévisionnels 2022, l'évolution des différents postes de frais administratifs se présente comme suit :

- Les frais de personnel augmentent de 8,0%, soit de 5,6 millions d'euros en 2023. Ce taux s'explique par le recrutement des

dotations en personnel et l'indexation des salaires.

- Les frais d'exploitation présentent une forte augmentation de 175,1%, soit de 7,3 millions d'euros en 2023, qui s'explique par le déménagement dans le nouveau bâtiment.
- Les frais de fonctionnement présentent une hausse de 10,0%, soit de 1,2 millions d'euros. Ceci s'explique principalement par une augmentation de 0,8 million d'euros (+22,0%) au poste « Expertises et contrôles » relative aux coûts d'implémentation de nouveaux projets de la CNS.
- Les frais d'acquisition, de leur côté, baissent de 0,4 million d'euros. Cette baisse en 2023 s'explique par l'acquisition d'une installation de téléphonie en 2022.
- A noter que les frais communs du CCSS connaissent une hausse de 30,0% ou 6,0 million d'euros, augmentation principalement due à une hausse des frais de personnel et des frais en rapport avec des acquisitions nouvelles.

Pour 2023, les frais administratifs nets réellement à charge de l'assurance maladie-maternité représentent 2,3% des dépenses courantes nettes réelles (déduction des opérations sur provisions) de l'assurance maladie-maternité.

Pour déterminer le montant des frais administratifs nets réellement à charge de l'assurance maladie-maternité, il y a lieu de prendre en compte l'estimation des frais administratifs de la CNS et des caisses du secteur public ainsi que les opérations sur provisions. Ensuite, il y a lieu de déduire de ce montant la part des frais administratifs à charge de l'assurance dépendance et à charge de l'assurance accident.

Tableau 6: Frais d'administration budget 2023

|                                             | CNS                | CMFEP            | CMFEC            | EMCFL            | TOTAL              |
|---------------------------------------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|
| <i>(Montants en euros)</i>                  |                    |                  |                  |                  |                    |
| <b>Frais de personnel</b>                   | <b>70.344.005</b>  | <b>3.061.296</b> | <b>925.764</b>   | <b>1.122.883</b> | <b>75.453.949</b>  |
| Frais de personnel                          | 70.344.005         | 3.061.296        | 925.764          | 1.122.883        | 75.453.949         |
| <b>Frais d'exploitation</b>                 | <b>11.180.470</b>  | <b>71.648</b>    | <b>50.475</b>    | <b>126.525</b>   | <b>11.429.118</b>  |
| Loyer et charges locatives                  | 8.171.920          | 0                | 30.000           | 109.050          | 8.310.970          |
| Frais d'exploitation bâtiments              | 2.547.000          | 70.348           | 17.705           | 12.750           | 2.647.803          |
| Frais d'exploitation agences                | 323.550            | 0                | 0                | 0                | 323.550            |
| Installations de télécommunication          | 90.000             | 1.300            | 2.770            | 0                | 94.070             |
| Frais informatique                          | 3.500              | 0                | 0                | 4.725            | 8.225              |
| Frais liés aux véhicules automoteurs        | 44.500             | 0                | 0                | 0                | 44.500             |
| <b>Frais de fonctionnement</b>              | <b>12.167.700</b>  | <b>436.730</b>   | <b>115.713</b>   | <b>82.414</b>    | <b>12.802.557</b>  |
| Indemnités personnel                        | 212.860            | 3.342            | 7.200            | 0                | 223.402            |
| Organes                                     | 68.540             | 1.700            | 3.800            | 1.440            | 75.480             |
| Frais de bureau                             | 398.500            | 15.916           | 7.600            | 5.000            | 427.016            |
| Frais postaux et de télécommunication       | 5.506.500          | 393.660          | 79.100           | 16.600           | 5.995.860          |
| Frais d'information et de publication       | 212.000            | 4.424            | 800              | 0                | 217.224            |
| Expertises et contrôles                     | 4.365.700          | 13.338           | 13.338           | 13.400           | 4.405.776          |
| Contentieux                                 | 265.000            | 50               | 250              | 0                | 265.300            |
| Dépenses diverses                           | 1.138.600          | 4.300            | 3.625            | 45.974           | 1.192.499          |
| <b>Frais généraux</b>                       | <b>395.701</b>     | <b>806</b>       | <b>297</b>       | <b>396</b>       | <b>397.200</b>     |
| Frais généraux                              | 395.701            | 806              | 297              | 396              | 397.200            |
| <b>Frais d'acquisition</b>                  | <b>603.150</b>     | <b>2.550</b>     | <b>2.000</b>     | <b>3.500</b>     | <b>611.200</b>     |
| Acquisition machines de bureau              | 2.500              | 0                | 0                | 0                | 2.500              |
| Acquisition mobilier de bureau              | 50.000             | 2.500            | 2.000            | 3.500            | 58.000             |
| Acquisition inst. de télécommunications     | 0                  | 0                | 0                | 0                | 0                  |
| Acquisition logiciels                       | 469.650            | 0                | 0                | 0                | 469.650            |
| Acquisition équipements spéciaux            | 81.000             | 50               | 0                | 0                | 81.050             |
| Acquisition véhicules automoteurs           | 0                  | 0                | 0                | 0                | 0                  |
| <b>Participation autres ISS</b>             | <b>0</b>           | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>           |
| Participation aux frais d'ad. d'autres ISS  | 0                  | 0                | 0                | 0                | 0                  |
| <b>Frais communs CCSS</b>                   | <b>25.932.700</b>  | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>25.932.700</b>  |
| Frais communs CCSS                          | 25.932.700         | 0                | 0                | 0                | 25.932.700         |
| <b>TOTAL FRAIS D'ADMINISTRATION</b>         | <b>120.623.726</b> | <b>3.573.030</b> | <b>1.094.249</b> | <b>1.335.718</b> | <b>126.626.724</b> |
| Immeubles                                   | 155.000            | 25.000           | 0                | 0                | 180.000            |
| <b>TOTAL FRAIS DE GESTION DU PATRIMOINE</b> | <b>155.000</b>     | <b>25.000</b>    | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>180.000</b>     |
|                                             | 120.778.726        | 3.598.030        | 1.094.249        | 1.335.718        | 126.806.724        |

### Frais d'administration de la CNS

Pour 2023, les frais d'administration de la CNS sont estimés à 120,6 millions d'euros (y compris les frais d'administration de l'assurance dépendance), par rapport à 102,3 millions d'euros pour le budget 2022 et 100,5 millions d'euros pour le prévisionnel 2022.

Etant donné que la CNS est l'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance, les frais d'administration à mettre à charge de l'assurance dépendance sont calculés au prorata du volume des prestations de celle-ci et des prestations de l'assurance maladie-maternité au cours du pénultième exercice. Le montant à charge de l'assurance dépendance est estimé à 26,2 millions d'euros pour le budget 2023.

#### Normes budgétaires

*La circulaire de l'IGSS relative aux budgets internes pour frais d'administration rappelle au point 9.4. que « les crédits pour frais d'administration pour 2023 (à l'exception des crédits non limitatifs) sont à fixer, sauf circonstances exceptionnelles, avec comme plafond les propositions ISS pour 2023 (chiffres retenus lors de l'établissement du budget 2022). »*

La hausse du Budget 2023 par rapport au prévisionnel 2022 s'explique par plusieurs facteurs, notamment :

- Les frais de personnel augmentent de 9,1%, soit de 5,8 millions d'euros. Ce taux s'explique par le recrutement des dotations en personnel ainsi que l'indexation des salaires ;
- La hausse des frais d'exploitation de 7,2 millions d'euros est dû au déménagement à la nouvelle cité de la Sécurité sociale ;
- L'augmentation de 0,8 millions d'euros (22,2%) au poste « frais experts » provient principalement du projet front/backoffice, des coûts d'implémentation pour le projet CRM ainsi que des nouveaux projets dans le domaine de l'assurance dépendance (audits des AEV) et de l'international (projet EESSI) ;
- Enfin, les frais communs du CCSS augmentent de 30,2% (6,0 millions d'euros) en raison d'une augmentation des frais de personnel, des frais en rapport avec des acquisitions nouvelles et des frais de matériel.

Tableau 7: Frais d'administration 2021-2023

| CNS                                                  | Arrêté<br>2021    | Décompte<br>2021  | Arrêté<br>2022     | Prévis.<br>2022    | Prop. 2023<br>du BA'22 | Proposit.<br>2023  |
|------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|------------------------|--------------------|
| <i>(Montants en euros)</i>                           |                   |                   |                    |                    |                        |                    |
| <b>Frais de personnel</b>                            | <b>61.465.230</b> | <b>59.351.949</b> | <b>64.800.369</b>  | <b>64.505.863</b>  | <b>66.525.109</b>      | <b>70.344.005</b>  |
| Frais de personnel                                   | 61.465.230        | 59.351.949        | 64.800.369         | 64.505.863         | 66.525.109             | 70.344.005         |
| <b>Frais d'exploitation</b>                          | <b>4.292.599</b>  | <b>3.971.406</b>  | <b>4.298.318</b>   | <b>3.932.240</b>   | <b>10.710.471</b>      | <b>11.180.470</b>  |
| Loyer et charges locatives                           | 2.471.187         | 2.478.773         | 2.541.047          | 2.541.047          | 8.302.053              | 8.171.920          |
| Frais d'exploitation bâtiments                       | 1.329.312         | 1.069.730         | 1.271.171          | 984.843            | 1.929.290              | 2.547.000          |
| Frais d'exploitation agences                         | 323.550           | 320.307           | 326.550            | 306.050            | 313.714                | 323.550            |
| Installations de télécommunication                   | 117.500           | 63.284            | 110.500            | 59.000             | 115.138                | 90.000             |
| Frais informatique                                   | 1.000             | 609               | 1.000              | 1.000              | 1.025                  | 3.500              |
| Frais liés aux véhicules automoteurs                 | 50.050            | 38.703            | 48.050             | 40.300             | 49.251                 | 44.500             |
| <b>Frais de fonctionnement</b>                       | <b>10.931.285</b> | <b>9.422.425</b>  | <b>12.116.060</b>  | <b>11.152.587</b>  | <b>11.003.347</b>      | <b>12.167.700</b>  |
| Indemnités personnel                                 | 223.000           | 132.305           | 210.300            | 191.000            | 213.500                | 212.860            |
| Organes                                              | 36.700            | 64.020            | 67.540             | 67.540             | 69.134                 | 68.540             |
| Frais de bureau                                      | 472.500           | 344.476           | 443.500            | 374.500            | 449.463                | 398.500            |
| Frais postaux et de télécommunication                | 4.964.300         | 5.143.269         | 5.317.320          | 5.310.000          | 5.139.503              | 5.506.500          |
| Frais d'information et de publication                | 160.000           | 104.767           | 223.000            | 196.000            | 215.000                | 212.000            |
| Expertises et contrôles                              | 3.270.285         | 2.611.892         | 4.336.500          | 3.573.047          | 3.628.000              | 4.365.700          |
| Contentieux                                          | 220.000           | 267.303           | 250.000            | 250.000            | 265.000                | 265.000            |
| Dépenses diverses                                    | 1.584.500         | 754.392           | 1.267.900          | 1.190.500          | 1.023.748              | 1.138.600          |
| <b>Frais généraux</b>                                | <b>89.983</b>     | <b>46.719</b>     | <b>89.983</b>      | <b>40.271</b>      | <b>286.456</b>         | <b>395.701</b>     |
| Médecine préventive                                  |                   |                   |                    |                    |                        | 0                  |
| Cotisations ALOSS                                    | 16.933            | 16.933            | 16.933             | 17.221             | 17.356                 | 17.651             |
| Autres cotisations                                   | 7.050             | 10.300            | 7.050              | 7.050              | 0                      | 7.050              |
| Frais de déménagement                                | 62.000            | 18.976            | 62.000             | 12.000             | 265.000                | 367.000            |
| Frais généraux divers                                | 4.000             | 510               | 4.000              | 4.000              | 4.100                  | 4.000              |
| <b>Frais d'acquisition</b>                           | <b>152.550</b>    | <b>109.165</b>    | <b>1.125.500</b>   | <b>971.700</b>     | <b>675.813</b>         | <b>603.150</b>     |
| Acquisition machines de bureau                       | 2.500             |                   | 2.500              |                    | 2.563                  | 2.500              |
| Acquisition mobilier de bureau                       | 95.000            | 94.368            | 50.000             | 15.000             | 51.250                 | 50.000             |
| Acquisition inst. de télécommunications              | 30.000            |                   | 454.500            | 830.700            |                        |                    |
| Logiciels                                            | 50                |                   | 572.000            | 86.000             | 572.000                | 469.650            |
| Acquisition équipements spéciaux                     | 25.000            | 14.797            | 46.500             | 40.000             | 50.000                 | 81.000             |
| <b>Participation aux frais d'admin. d'autres ISS</b> | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>               | <b>0</b>           |
| Participation aux frais d'ad. d'autres ISS           | 0                 | 0                 | 0                  | 0                  | 0                      | 0                  |
| <b>Frais communs CCSS</b>                            | <b>18.340.036</b> | <b>18.155.214</b> | <b>19.919.500</b>  | <b>19.919.500</b>  | <b>22.078.200</b>      | <b>25.932.700</b>  |
| Frais communs CCSS                                   | 18.340.036        | 18.155.214        | 19.919.500         | 19.919.500         | 22.078.200             | 25.932.700         |
| <b>TOTAL FRAIS D'ADMINISTRATION</b>                  | <b>95.271.683</b> | <b>91.056.878</b> | <b>102.349.730</b> | <b>100.522.161</b> | <b>111.279.395</b>     | <b>120.623.726</b> |



## Prestations en espèces (61)

Les dépenses des prestations en espèces comprennent les prestations en espèces de maladie et de maternité. Les prévisions concernant l'évolution des dépenses pour prestations en espèces se basent sur les liquidations des prestations des neuf premiers mois de l'exercice 2022. En 2022, les prestations en espèces suivant l'exercice prestation sont estimées à 531,3 millions d'euros, contre 503,4 millions d'euros en 2021, soit une croissance de 5,5%.

Pour 2023, on estime les dépenses pour prestations en espèces à 532,2 millions d'euros correspondant à une légère augmentation de 0,2%. Le taux de variation est impacté par le recul des dépenses extraordinaires en relation avec les mesures Covid-19 décidées par le Gouvernement, le recul des dépenses liées au changement de comportement suite au Covid-19 (tel par exemple les dépenses légèrement décroissantes pour dispense pour femmes enceintes) ainsi que par l'évolution du nombre de bénéficiaires des prestations en espèces de maladie et de maternité et par l'évolution de l'indemnité moyenne remboursée. Alors que les dépenses liées aux mesures Covid-19 échues en 2021 et 2022 sont prises en charge par l'Etat à travers la loi sur le budget de l'Etat pour l'exercice 2023, la CNS s'attend à ce que celles à échoir éventuellement en 2023 soient également prises en charge par l'Etat. Faute de texte de loi, les recettes probables liées à la régularisation des dépenses prévues pour 2023 n'ont pas été intégrées dans les chiffres de la CNS.

## Prestations en espèces maladie (610)

*Les indemnités pécuniaires de maladie ou prestations en espèces de maladie comprennent les indemnités de maladie proprement dites (y compris les assurés visés à l'article 426 alinéa 2 du CSS), les indemnités relatives à la période d'essai et celles relatives au congé d'accompagnement.*

Pour 2022, les dépenses totales pour prestations en espèces de maladie suivant l'exercice prestation sont estimées à 292,0 millions d'euros contre 250,3 millions d'euros en 2021, correspondant à une croissance de 41,7 millions d'euros ou +16,7%.

Pour 2023, la variation des prestations en espèces de maladie est évaluée à +0,5% à l'indice courant et la dépense totale devrait s'élever à environ 293,5 millions d'euros. On suppose que les effets estimés de nature ponctuelle de la loi du 10 août 2018 devraient se normaliser à nouveau. Par ailleurs, on prévoit un recul prononcé des indemnités de maladie payées en cas de périodes d'essai, recul engendré par la diminution probable des effets Covid-19 sur la société et par conséquent sur les absences de travail en particulier.

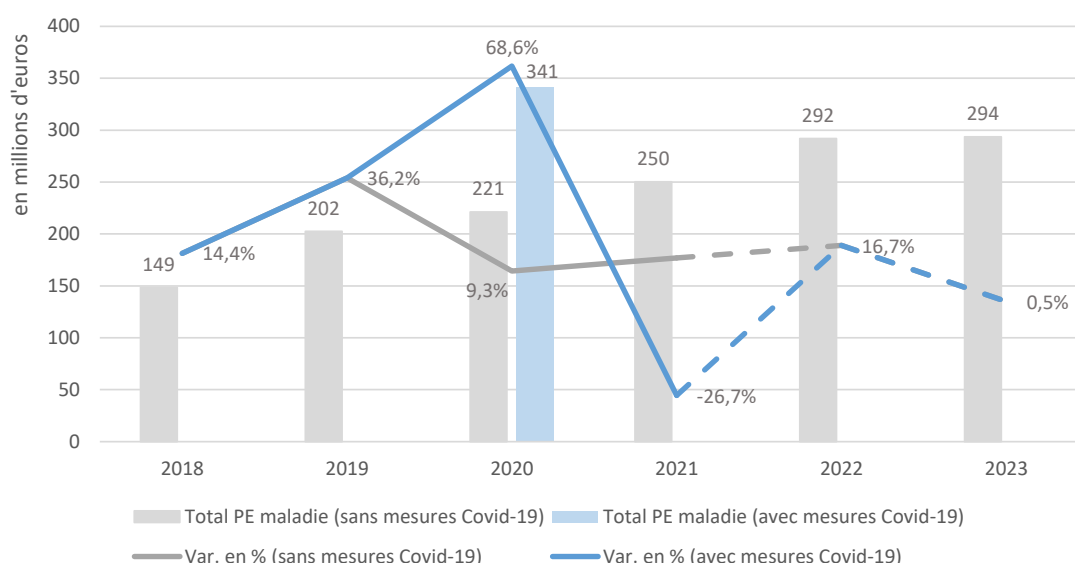
Tableau 8: PE maladie/assiette cotisable PE

|             | PE maladie CNS /<br>assiette cotisable PE |
|-------------|-------------------------------------------|
| 2017        | 0,75%                                     |
| 2018        | 0,81%                                     |
| 2019        | 1,03%                                     |
| 2020        | 1,66%                                     |
| 2020 ajusté | 1,07%                                     |
| 2021        | 1,15%                                     |
| 2022        | 1,24%                                     |
| 2023        | 1,16%                                     |

On remarque que le rapport PE maladie/ assiette cotisable PE pour les PE maladie prises en charge par l'Assurance maladie-maternité augmente continuellement depuis l'exercice 2018 notamment suite à la loi du 10 août 2018 modifiant le Code du travail et le CSS en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité prolongée. En faisant abstraction des prestations prises en charge au lieu de la

Mutualité des employeurs (MDE), le taux augmente de 1,03% en 2019 à 1,07% en 2020. A partir de 2021, le rapport « PE maladie / assiette cotisable PE » augmente encore davantage pour atteindre un taux de 1,15% en 2021 et 1,24% en 2022. A partir de 2023, on suppose que le régime normal va à nouveau s'installer de sorte que le taux descendra à 1,16%.

Graphique 1: Total PE maladie



### Indemnités pécuniaires de maladie proprement dites

*L'article 29, alinéa 2) du CSS regroupe les salariés et non-salariés pour lesquels l'indemnité pécuniaire de maladie est prise en charge par la CNS à partir de la fin du mois comprenant le soixante-dix-septième jour d'incapacité de travail pendant une période de référence de dix-huit mois de calendrier successifs. Il regroupe en outre les dépenses relatives à un congé d'accompagnement et à des périodes d'essai des apprentis et des salariés.*

Le salarié incapable de travailler pour raison de maladie a droit au maintien intégral de son salaire et des autres avantages résultant de son

contrat de travail jusqu'à expiration de la période décrite ci-dessus. Ces 77 jours représentent donc un minimum. Quand l'employeur a complété la période de 77 jours, il est toutefois obligé de maintenir le paiement de la rémunération jusqu'à la fin du mois en cours. Si les 77 jours sont atteints au dernier jour du mois, l'indemnisation d'éventuelles périodes d'incapacité de travail ultérieures sera à charge de la CNS. En revanche, si les 77 jours sont atteints le premier du mois, la charge de l'indemnisation ne passera à la CNS qu'au premier du mois suivant, prolongeant ainsi la période de la continuation de la rémunération d'une durée variant entre 27 jours (au mois de février) et 30 jours (lors d'un mois à 31 jours). Ainsi, en ce qui concerne la continuation de la

rémunération, sa durée maximale est par conséquent de 107 jours ou de quinze semaines et deux jours. En se concentrant sur la répartition des incapacités de travail suivant leur durée, la moyenne atteindra le nombre de treize semaines.

Le droit à l'indemnité pécuniaire est prévu pour une période de 78 semaines sur une période de référence de 104 semaines. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la CNS prend également en

charge la reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques. Celle-ci a remplacé l'ancien congé mi-temps thérapeutique.

Le tableau et le graphique ci-après ne tiennent pas compte des prestations concernant le congé d'accompagnement et les périodes d'essai. La projection pour l'année 2022 se base sur l'évolution des prestations en espèces au cours des sept premiers mois de l'exercice 2022.

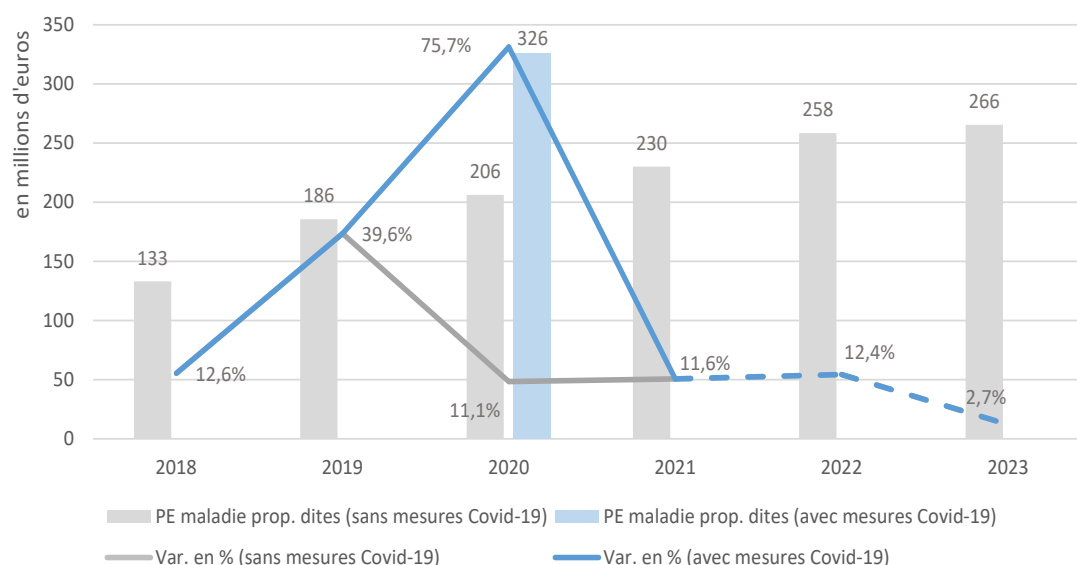
Tableau 9: Indemnités pécuniaires de maladie proprement dites (DP)

| (Montants en millions d'euros) | 2019   | 2020   | 2021   | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------------------|--------------------|
| CNS                            | 185,61 | 326,15 | 229,98 | 258,48             | 265,51             |
| var. en %                      | 39,60% | 75,7%  | -29,5% | 12,4%              | 2,7%               |

En se basant sur les dépenses selon la date prestation, les indemnités pécuniaires de maladie liquidées sont, au nombre indice courant et sur les 7 premiers mois de l'année 2022, supérieures de 15,5% aux montants payés pour ces mois en 2021. On estime que le taux de variation annuelle projetée se réduira à +12,4% pour l'année entière 2022. Un montant de 258,5 millions d'euros à l'indice courant est ainsi prévu pour l'exercice 2022.

A l'indice courant, l'estimation des prestations en espèces de maladie proprement dites pour 2023 est égale à 265,5 millions d'euros, soit une croissance de 2,7% par rapport à 2022, malgré un effet de 4,4% en moyenne annuelle pour l'échelle mobile des salaires en 2023. La réduction des nombreuses quarantaines liées au Covid-19 explique cette augmentation réduite

Graphique 2: Indemnités pécuniaires de maladie proprement dites



Concernant les prestations avancées pour l'assurance accident, le remboursement de la prestation avancée se fait à partir du moment

où le cas est reconnu comme étant un cas d'accident sans que le dossier ne soit pour autant clôturé.

### Indemnités pécuniaires relatives à la période d'essai

Selon l'article 54 du Code de la sécurité sociale, les statuts de la Mutualité des employeurs déterminent les conditions, modalités et limites des remboursements qui peuvent être différenciées suivant des critères qu'ils fixent. Les remboursements sont effectués par le Centre commun de la sécurité sociale pour le compte de la Mutualité des employeurs, à charge de la CNS. Pendant la période de conservation légale visée à l'article L.121-6, paragraphe (3), alinéa 2 du Code du travail, la Mutualité des employeurs assure en outre le

remboursement intégral du salaire et autres avantages, charges patronales incluses, avancés par l'employeur pour les incapacités de travail concernant entre autres les périodes d'essai des apprentis et des salariés, prévues aux articles L.111-14, L.121-5 et L.122-11 du Code du travail. La période à prendre en considération comprend le mois de calendrier entier au cours duquel se situe la fin de la période d'essai ou la fin des trois premiers mois d'une période d'essai plus longue.

Tableau 10: Indemnités pécuniaires de maladie en cas de périodes d'essai (DP)

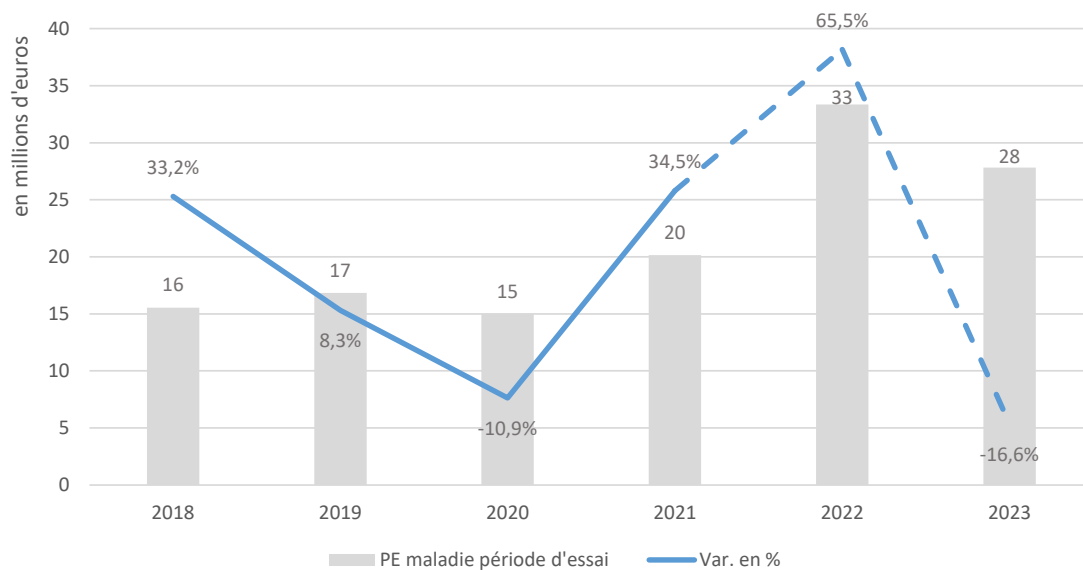
| (Montants en millions d'euros) | 2019  | 2020   | 2021  | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|--------------------------------|-------|--------|-------|--------------------|--------------------|
| CNS                            | 16,83 | 14,99  | 20,16 | 33,37              | 27,82              |
| var. en %                      | 8,30% | -10,9% | 34,5% | 65,5%              | -16,6%             |
| dont                           |       |        |       |                    |                    |
| Effet bénéficiaires            | 5,4%  | -18,1% | 26,9% |                    |                    |
| Effet Nbre jrs/bénéf.          | -2,1% | 10,9%  | 2,2%  |                    |                    |
| Effet ind./jour                | 4,9%  | -1,9%  | 3,7%  |                    |                    |
| dont effet N.I                 | 1,4%  | 2,5%   | 0,6%  | 3,8%               | 4,4%               |

Au nombre indice courant, les montants liquidés de janvier à juillet 2022 relatifs aux périodes d'essai s'élèvent à 20,2 millions d'euros, contre 10,0 millions d'euros en 2021 pour la même période, ce qui correspond à une hausse de 102,5%. Cette hausse est surtout due à la crise Covid-19 très fortement prononcée pendant les mois de janvier à avril 2022. Pour l'année entière 2022, la dépense y relative au n.i. courant est estimée à 33,4

millions d'euros contre 20,2 millions en 2021 (+65,5%).

A l'indice courant, l'estimation des indemnités pécuniaires relatives à la période d'essai pour 2023 est évalué à 27,8 millions d'euros, soit une baisse de 16,6%, baisse supposant une réduction des influences Covid-19 en 2023. Le montant de 27,8 millions d'euros est pourtant 65,3% supérieur à la dépense enregistrée en 2019, année non impactée par le Covid-19.

Graphique 3: Indemnités pécuniaires relatives à la période d'essai



### Indemnités pécuniaires relatives au congé d'accompagnement

Selon l'article 54 cité ci-avant, la Mutualité des employeurs assure, à charge de la CNS, en outre, pendant la période de conservation légale mentionnée ci-dessus, le remboursement intégral du salaire et autres avantages, charges patronales incluses, avancés par l'employeur pour les incapacités de travail relatives entre autres au congé d'accompagnement. En particulier, chaque salarié a droit à 5 journées de congé d'accompagnement. Les indemnités pécuniaires relatives au congé d'accompagnement sont estimées à 203.000 euros pour 2022 et à 220.000 euros pour 2023 à l'indice courant.

### Prestations en espèces maternité (615)

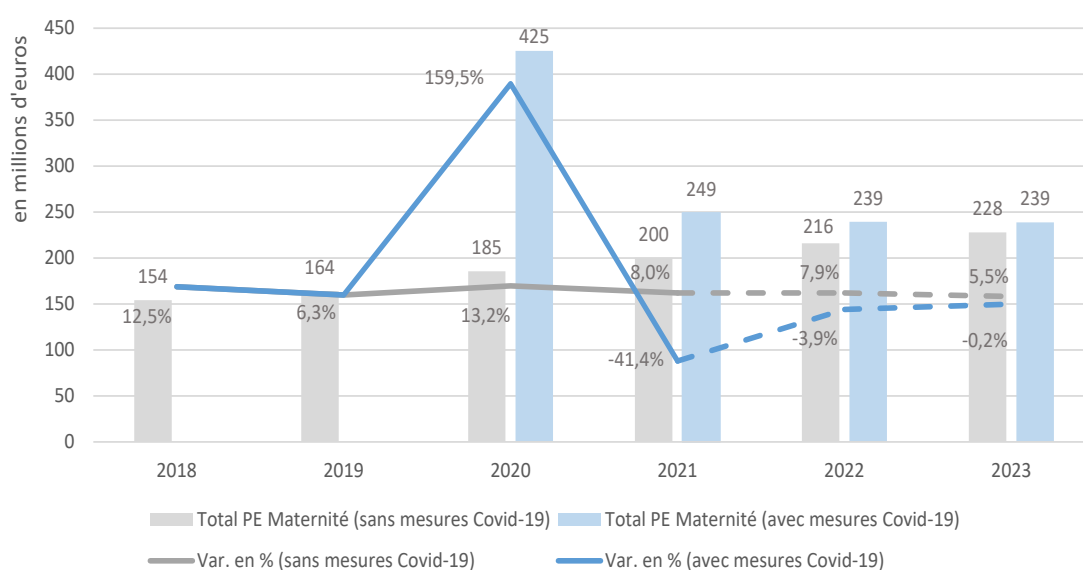
Les indemnités pécuniaires de maternité comprennent les indemnités pécuniaires de maternité proprement dites, les indemnités allouées pour la protection de la femme enceinte au travail et les indemnités de congé pour raisons familiales.

La prise en charge pendant les années 2020 à 2022 du congé pour raisons familiales élargi et du congé pour soutien familial a un impact considérable sur les dépenses de ces années ainsi que sur les taux de variation y relatifs. S'y ajoute pour les années 2020 à 2022 une très forte croissance des dépenses pour dispenses femmes enceintes.

Tableau 11: Indemnités pécuniaires de maternité (DP)

| (Montants en millions d'euros) | 2019   | 2020   | 2021   | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------------------|--------------------|
| CNS                            | 163,79 | 425,11 | 248,97 | 239,22             | 238,67             |
| var. en %                      | 6,30%  | 159,5% | -41,4% | -3,9%              | -0,2%              |
| dont                           |        |        |        |                    |                    |
| Ind.péc.mat.normal             | 163,79 | 185,35 | 200,12 | 215,9              | 227,7              |
| var. en %                      |        | 13,2%  | 8,0%   | 7,9%               | 5,5%               |
| Ind.péc.mat.Covid              |        | 239,75 | 48,86  | 23,33              | 11,00              |
| var. en %                      |        |        | -79,6% | -52,3%             | -52,9%             |

Graphique 4: Prestations en espèces de maternité



## Indemnités pécuniaires de maternité proprement dites

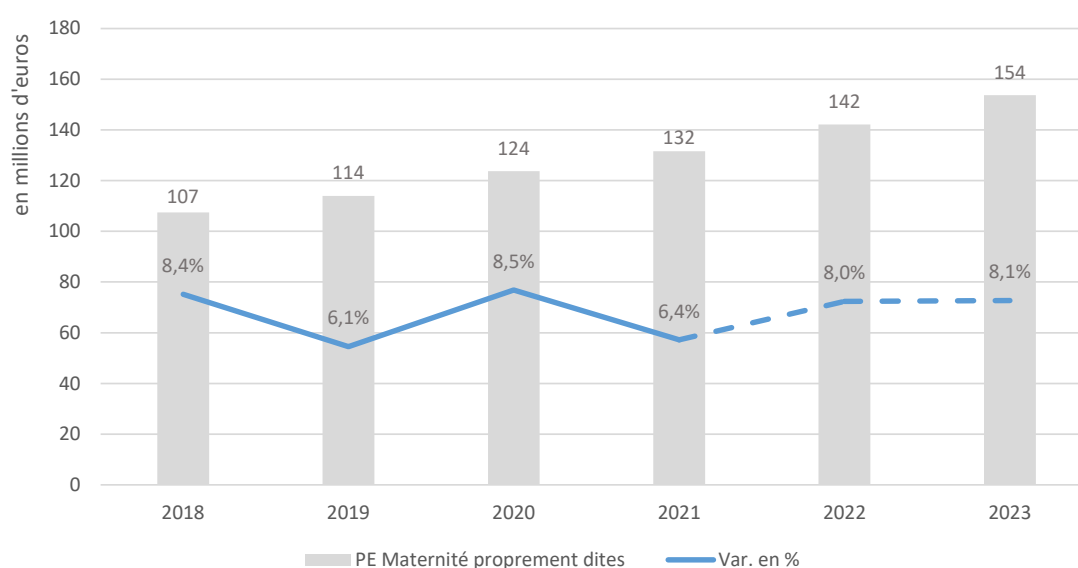
A l'indice courant et suivant le mois de prestation, les indemnités pécuniaires de maternité proprement dites évoluent de 7,9% au cours des sept premiers mois de l'exercice 2022. Compte tenu de l'adaptation de l'échelle mobile des salaires à hauteur de 3,8% en

moyenne annuelle pour 2022, l'évolution prévisible des dépenses pour l'année entière 2022 est de l'ordre de 8,0% à l'indice courant. Pour l'année 2023, l'évolution prévisible des dépenses est de l'ordre de 8,1% à l'indice courant compte tenu de l'adaptation indiciaire de 4,4%. Les indemnités pécuniaires de maternité proprement dites sont ainsi estimées à 153,7 millions d'euros pour 2023.

Tableau 12: Indemnités pécuniaires de maternité proprement dites (DP)

| (Montants en millions d'euros) | 2019  | 2020   | 2021   | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|--------------------------------|-------|--------|--------|--------------------|--------------------|
| CNS                            | 114,0 | 123,74 | 131,61 | 142,18             | 153,67             |
| var. en %                      | 6,1%  | 8,5%   | 6,4%   | 8,0%               | 8,1%               |
| dont                           |       |        |        |                    |                    |
| Effet bénéficiaires            | 3,9%  | 2,7%   | 3,7%   |                    |                    |
| Effet Nbre jrs/bénéf.          | -1,3% | 1,2%   | -0,1%  |                    |                    |
| Effet ind./jour                | 3,4%  | 4,5%   | 2,6%   |                    |                    |
| dont effet N.I                 | 1,4%  | 2,5%   | 0,6%   | 3,8%               | 4,4%               |

Graphique 5: Indemnités pécuniaires proprement dites



### Dispense de travail de la femme enceinte

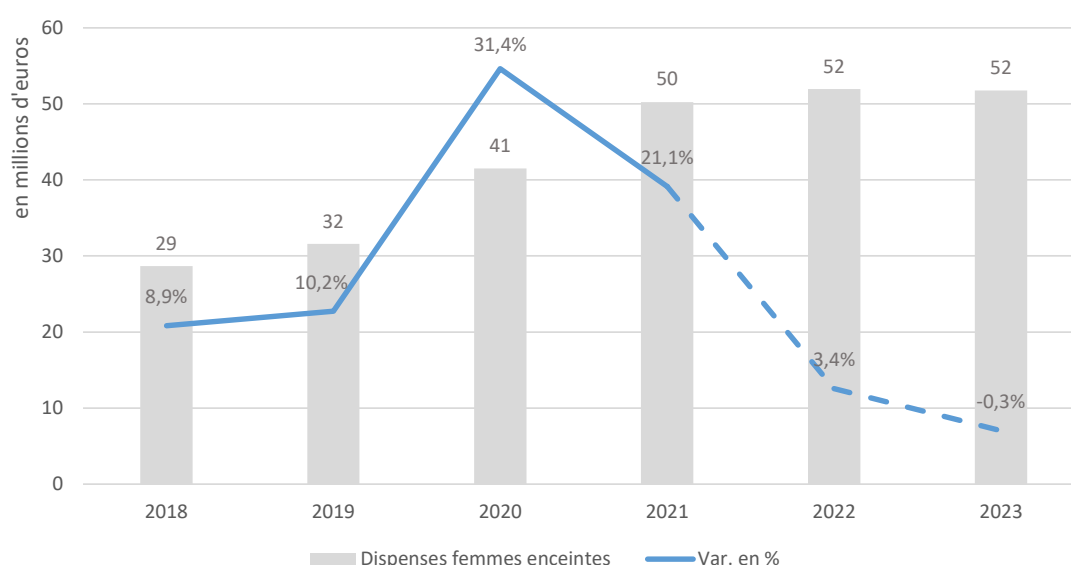
Malgré les très fortes croissances enregistrées en 2020 et 2021 à hauteur de 31,4% respectivement de 21,1%, les indemnités pécuniaires de maternité relatives à la dispense de la femme enceinte ou allaitante continuent d'augmenter, bien qu'à un moindre degré. Pour les sept premiers mois 2022 suivant le

mois de prestation, la croissance atteint 4,3%. Il est certain que la crise Covid-19 influence largement ces variations substantielles bien que les dépenses liées aux indemnités pécuniaires de maternité relatives à la dispense de travail de la femme enceinte/allaitante connaissent une croissance continue depuis quelques années.

Tableau 13: Dispenses de travail de la femme enceinte

| (Montants en millions d'euros) | 2019  | 2021  | 2021  | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|--------------------------------|-------|-------|-------|--------------------|--------------------|
| CNS                            | 31,57 | 41,49 | 50,24 | 51,93              | 51,77              |
| var. en %                      | 10,1% | 31,4% | 21,1% | 3,4%               | -0,3%              |
| dont                           |       |       |       |                    |                    |
| Effet bénéficiaires            | 8,2%  | 18,6% | 9,7%  |                    |                    |
| Effet Nbre jrs/bénéf.          | -1,8% | 2,7%  | 9,9%  |                    |                    |
| Effet ind./jour                | 3,7%  | 7,9%  | 0,4%  |                    |                    |
| dont effet N.I                 | 1,4%  | 2,5%  | 0,6%  | 3,8%               | 4,4%               |

Graphique 6: Dispenses de travail de la femme enceinte



Comme l'évolution des indemnités pécuniaires de maternité relatives à la dispense de travail de la femme enceinte devrait être moins forte pour le 2e semestre en raison des dépenses très élevées pour cette période en 2021, l'estimation annuelle est adaptée vers le bas de manière à atteindre +3,4% au nombre indice courant pour l'exercice 2022. Pour 2023, on prévoit une évolution négative de 0,3% en raison des croissances substantielles enregistrées pour 2020 à 2022 due aux effets de la pandémie Covid-19. Le montant 2023 reste cependant largement supérieure à celui enregistré pour 2019.

## Indemnités pécuniaires de congé pour raisons familiales

La prise en charge extraordinaire par la CNS du congé pour raisons familiales et du congé pour soutien familial en raison des mesures Covid-19 décidées par le Gouvernement continuent à influencer également les dépenses en 2022. Au cours des 7 premiers mois de l'année 2022, les dépenses restent très élevées de sorte que pour l'année entière 2022 on prévoit une dépense de 45,1 millions d'euros contre 67,1 millions comptabilisés en 2021. La dépense pour 2022 tient compte d'un éventuel impact de la crise sanitaire sur le montant du congé



pour raisons familiales d'environ 23,3 millions d'euros contre 48,9 millions d'euros en 2021.

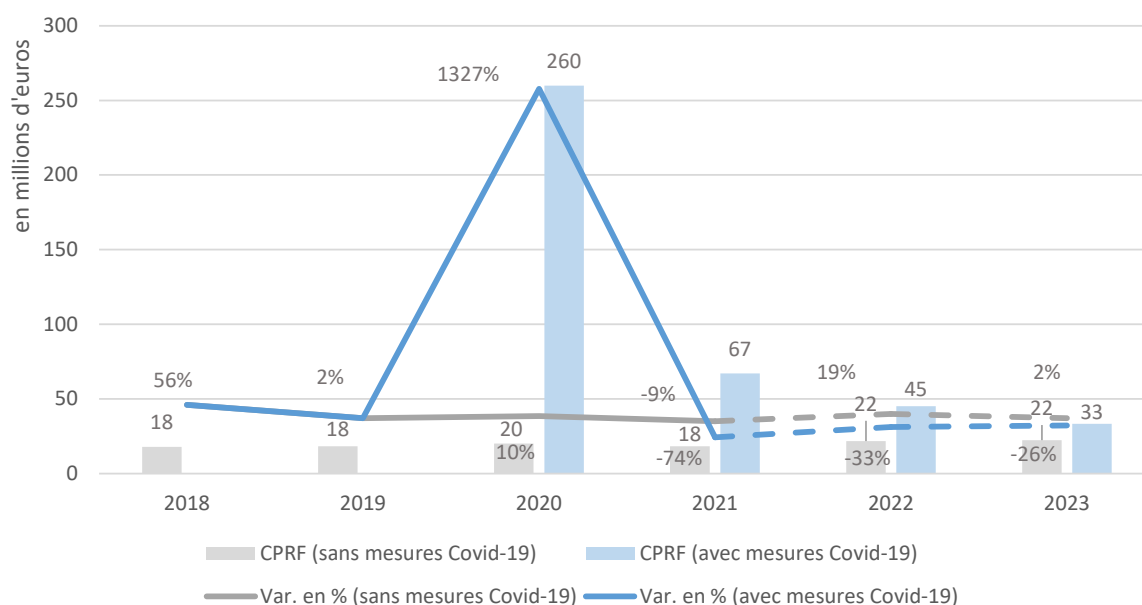
Tableau 14: Indemnités pécuniaires de congé pour raison familiales

| (Montants en millions d'euros) | 2019  | 2020    | 2021   | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|--------------------------------|-------|---------|--------|--------------------|--------------------|
| CNS                            | 18,21 | 259,87  | 67,13  | 45,12              | 33,24              |
| var. en %                      | 1,9%  | 1326,8% | -74,2% | -32,8%             | -26,3%             |
| dont                           |       |         |        |                    |                    |
| CPRF normal                    | 18,21 | 20,12   | 18,27  | 21,79              | 22,24              |
| var. en %                      |       | 10,5%   | -9,2%  | 19,3%              | 2,1%               |
| CPRF Covid                     |       | 239,75  | 48,86  | 23,33              | 11,00              |
| var. en %                      |       |         | -79,6% | -52,3%             | -52,9%             |

Pour l'exercice 2023, la variation prévue pour les dépenses en rapport avec le CPRF est de -26,3% au nombre indice courant de sorte à

atteindre un montant de 33,2 millions d'euros dont 11,0 millions d'euros pour l'impact de la crise sanitaire.

Graphique 7: Indemnités pécuniaires de congé pour raison familiales



## Prestations en nature (62)

Depuis 2011, les prestations en nature regroupent tous les soins de santé, à savoir les prestations en nature maladie et les prestations en nature maternité. Les prévisions concernant l'évolution des dépenses pour prestations en nature se basent sur le résultat des liquidations des prestations des neuf premiers mois de l'exercice 2022 et prennent

en compte tous les éléments connus ayant un effet sur les dépenses. En tenant compte des dépenses pour prestations en nature de 623,2 millions d'euros provisionnées en 2021, la progression des dépenses effectives des prestations en nature est estimée à 8,2% pour l'année 2022.

Tableau 15: Prestations en nature (Montants en millions d'euros)

| Années      | Montants liquidés | Dotations aux provisions | Prélèvements aux provisions | Prestations effectives | Variation |
|-------------|-------------------|--------------------------|-----------------------------|------------------------|-----------|
| <b>2014</b> | 1.928,0           | 357,2                    | -157,0                      | 2.128,3                | 3,9%      |
| <b>2015</b> | 2.099,8           | 362,0                    | -357,2                      | 2.104,6                | -1,1%     |
| <b>2016</b> | 2.092,5           | 394,9                    | -362,0                      | 2.125,5                | 1,0%      |
| <b>2017</b> | 2.329,5           | 383,6                    | -394,9                      | 2.318,2                | 9,1%      |
| <b>2018</b> | 2.323,0           | 510,4                    | -383,6                      | 2.449,8                | 5,7%      |
| <b>2019</b> | 2.592,7           | 514,2                    | -510,4                      | 2.596,5                | 6,0%      |
| <b>2020</b> | 2.664,2           | 695,1                    | -514,2                      | 2.845,1                | 9,6%      |
| <b>2021</b> | 3.041,4           | 623,2                    | -695,1                      | 2.969,5                | 4,4%      |
| <b>2022</b> | 3.836,3           |                          | -623,2                      | 3.213,1                | 8,2%      |
| <b>2023</b> | 3.500,8           |                          | 0,0                         | 3.500,8                | 9,0%      |

Comme il existe des écarts entre les données présentées suivant la vue comptable avec provisions nettes et celles présentées suivant l'exercice prestation, le tableau ci-après reprend l'estimation des dépenses suivant l'exercice prestation qui donne une image fidèle de la situation du niveau réel des prestations.

Pour 2022 et 2023, les prévisions des dépenses sont caractérisées par les éléments présentées aux pages 2 à 5.

Concernant la variation du volume à prévoir au niveau des différents postes de prestations en nature, celle-ci se base principalement sur l'évolution observée au passé..

Les prestations en nature augmentent de 9,6% en 2023 contre 6,5% en 2022 suivant l'exercice prestation. En particulier, les prestations au Luxembourg présentent une croissance de 10,1% en 2023 et l'évolution des prestations à l'étranger est estimée à 7,0% en 2023.

Tableau 16: Budget des prestations en nature (maladie et maternité) (DP)

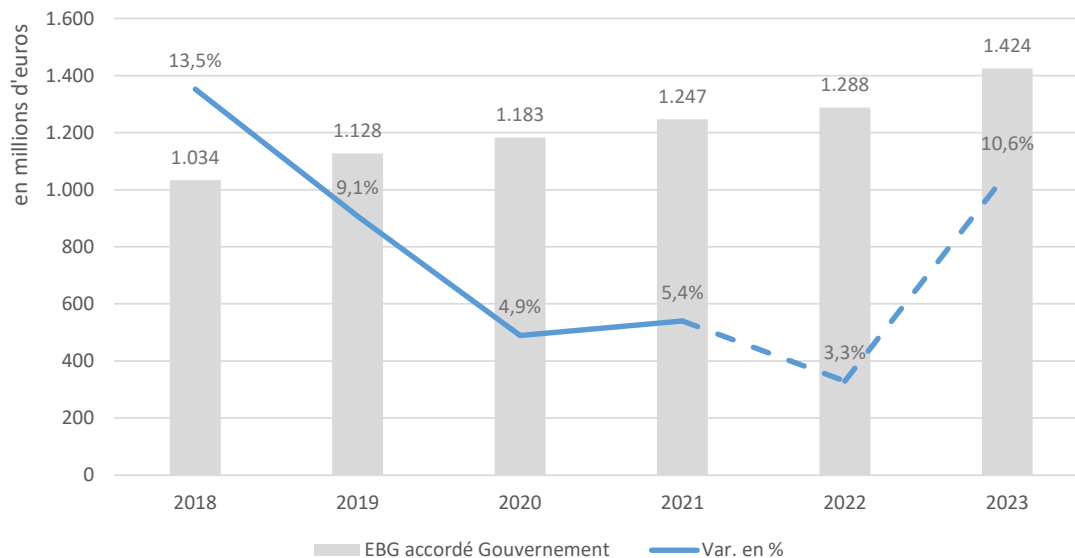
| (Montants en millions d'euros)     | 2020           | 2021           | 2022           | 2023           | Variation    |             |              |
|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|-------------|--------------|
|                                    |                |                |                |                | 21/20        | 22/21       | 23/22        |
| <b>PRESTATIONS EN NATURE</b>       | <b>2.788,1</b> | <b>2.998,6</b> | <b>3.194,4</b> | <b>3.500,8</b> | <b>7,5%</b>  | <b>6,5%</b> | <b>9,6%</b>  |
| <b>ASSURANCE MALADIE</b>           | <b>2.788,1</b> | <b>2.998,6</b> | <b>3.194,4</b> | <b>3.500,8</b> | <b>7,5%</b>  | <b>6,5%</b> | <b>9,6%</b>  |
| <b>Prestations au Luxembourg</b>   | <b>2.322,0</b> | <b>2.486,5</b> | <b>2.655,2</b> | <b>2.923,7</b> | <b>7,1%</b>  | <b>6,8%</b> | <b>10,1%</b> |
| Soins médicaux                     | 472,8          | 497,4          | 521,7          | 566,5          | 5,2%         | 4,9%        | 8,6%         |
| Soins méd.-dent, proth, ortho.     | 95,3           | 102,8          | 112,6          | 120,5          | 7,8%         | 9,5%        | 7,1%         |
| Frais de voyage                    | 13,2           | 14,3           | 15,3           | 16,7           | 8,8%         | 7,2%        | 8,7%         |
| Médicaments (extra-hosp.)          | 249,0          | 268,9          | 295,6          | 319,5          | 8,0%         | 10,0%       | 8,1%         |
| dont pharmacies ouvertes au public | 192,7          | 204,6          | 222,2          | 237,6          | 6,1%         | 8,6%        | 6,9%         |
| dont médicaments à déliv. Hosp     | 56,3           | 64,3           | 73,4           | 81,9           | 14,2%        | 14,1%       | 11,6%        |
| Autres prof de santé               | 169,0          | 194,4          | 223,7          | 243,6          | 15,0%        | 15,1%       | 8,9%         |
| dont soins infirmiers              | 66,4           | 68,0           | 82,4           | 82,4           | 2,5%         | 21,2%       | 0,0%         |
| dont soins de kinésithérapie       | 95,7           | 117,3          | 131,0          | 148,7          | 22,6%        | 11,6%       | 13,6%        |
| Dispositifs médicaux               | 52,2           | 59,3           | 63,1           | 66,5           | 13,7%        | 6,3%        | 5,5%         |
| Laboratoires (extra-hosp)          | 109,4          | 128,5          | 135,6          | 126,3          | 17,5%        | 5,5%        | -6,8%        |
| Cures thérap. et de conval.        | 5,9            | 11,8           | 10,5           | 11,3           | 99,8%        | -10,3%      | 6,7%         |
| Foyer de psychiatrie               | 8,3            | 8,9            | 8,4            | 9,1            | 6,1%         | -4,9%       | 8,1%         |
| Soins hospitaliers                 | 1.126,5        | 1.179,5        | 1.230,4        | 1.361,7        | 4,7%         | 4,3%        | 10,7%        |
| Médecine préventive                | 7,0            | 6,6            | 8,0            | 8,3            | -6,9%        | 21,7%       | 4,1%         |
| Prestations diverses               | 0,8            | 0,9            | 1,0            | 1,0            | 12,0%        | 5,0%        | 5,0%         |
| Psychothérapie                     | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 26,7           |              |             |              |
| Soins palliatifs                   | 12,6           | 13,3           | 16,3           | 18,0           | 5,7%         | 23,0%       | 10,3%        |
| Divers                             | 0,0            | 0,0            | 13,0           | 27,9           |              |             | 114,6%       |
| <b>Prestations à l'étranger</b>    | <b>461,8</b>   | <b>508,0</b>   | <b>535,4</b>   | <b>573,0</b>   | <b>10,0%</b> | <b>5,4%</b> | <b>7,0%</b>  |
| Conventions internationales        | 444,6          | 490,8          | 515,4          | 551,5          | 10,4%        | 5,0%        | 7,0%         |
| Autres prestations transférées     | 17,2           | 17,1           | 20,0           | 21,6           | -0,6%        | 16,6%       | 8,0%         |
| Indemnités funéraires              | 4,3            | 4,1            | 3,9            | 4,1            | -3,2%        | -5,0%       | 5,4%         |

Les commentaires ci-après se basent tout d'abord sur l'évolution des 4 postes piliers de frais au Luxembourg présentés par ordre décroissant par rapport à leur impact financier sur le budget. Les graphiques relatifs à ces

postes comprennent des évolutions suivant l'exercice prestation. S'y ajoutent quelques explications relatives à d'autres postes de soins de santé au Luxembourg et aux prestations à l'étranger.

## Soins hospitalier

Graphique 8: EBG accordé par Gouvernement



Les dépenses hospitalières constituent le poste des prestations en nature le plus important en représentant pour 2022 et 2023 une part estimée à environ 40,0% des dépenses totales.

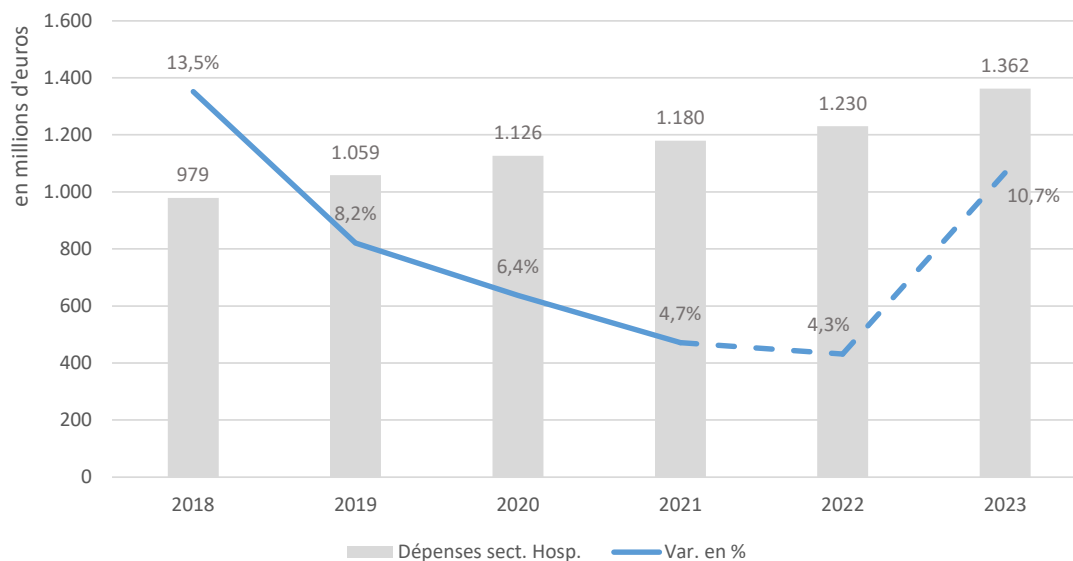
Conformément à l'article 74 alinéa 1 du CSS, le Gouvernement fixe, dans les années paires, et au 1er octobre au plus tard, une enveloppe budgétaire globale (EBG) des dépenses du secteur hospitalier pour les années à venir, ceci sur la base d'un rapport d'analyse prévisionnel établi par l'Inspection générale de la sécurité sociale, la CNS et la Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH), demandées en leurs avis.

En conclusion de ces rapports et avis, le Conseil de Gouvernement a retenu un montant de 1.424,4 millions d'euros pour 2023 (+10,6%) et un montant de 1.479,4 millions d'euros pour 2024 (+3,9%). A noter que les éléments repris sous l'article 21 de la convention FHL (médicaments, etc) ne figurent plus dans l'EBG et sont dorénavant pris en charge individuellement en dehors de l'enveloppe.

Par principe de prudence, la CNS établit ses estimations des soins hospitaliers à charge de l'assurance maladie-maternité sur base du montant maximal de l'EBG accordé par le Gouvernement repris sur le graphique ci-dessous. A noter que l'EBG comprend à côté des dépenses à charge de l'assurance maladie-maternité aussi les montants relatifs aux participations des assurés et les frais à charge de l'assurance accident, du dommage de guerre et de l'étranger.

En se limitant aux soins hospitaliers à charge de l'assurance maladie-maternité qui se composent de la partie de l'EBG opposable, des éléments repris sous l'article 21 de la convention FHL (médicaments, etc) ainsi que des dépenses liées aux nouvelles antennes hospitalières, les dépenses hospitalières prévisibles s'élèvent à 1.230,4 millions d'euros en 2022, respectivement à 1.361,7 millions d'euros en 2023, soit une hausse de 4,3% en 2022 respectivement une hausse de 10,7% en 2023.

Graphique 9: Dépenses secteur hospitalier à charge AMM

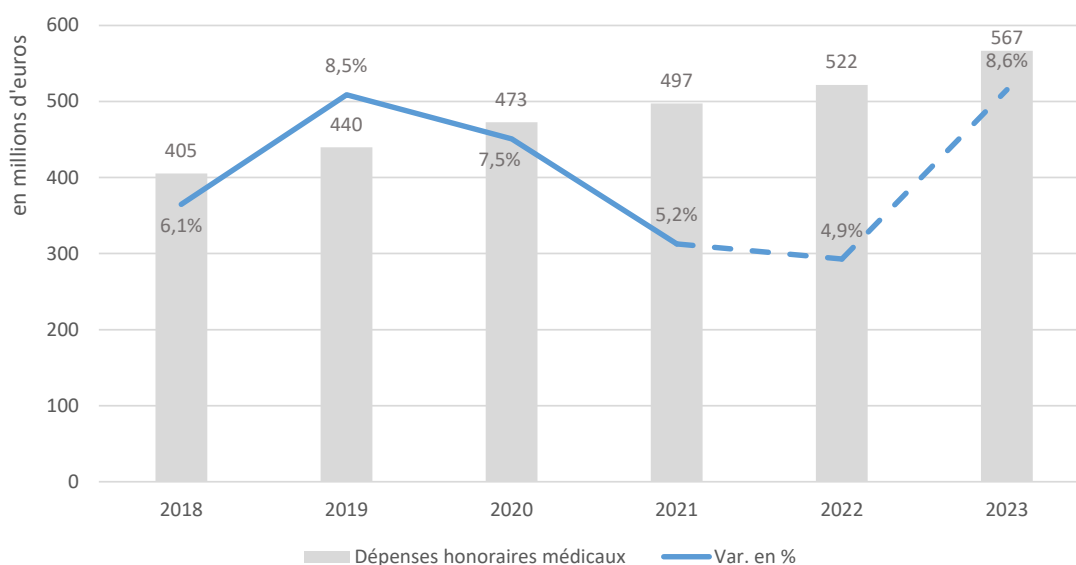


La forte croissance des dépenses hospitalières en 2023 résulte surtout d'une augmentation de l'activité, du glissement des salaires, de l'évolution de l'échelle mobile des salaires et des taux d'intérêts, de l'évolution des prix énergétiques ainsi que du développement de

l'activité ambulatoire. En outre est comprise une réserve de 2,0%. N'y est pas compris le montant pour les gardes et astreintes des médecins qui sera pris en charge par l'Etat à partir de 2023.

## Honoraires médicaux

Graphique 10: Dépenses honoraires médicaux



L'évolution des honoraires médicaux est estimée à +4,9% pour l'exercice entier 2022 de manière à atteindre une dépense de 521,7 millions d'euros.

Le taux d'évolution pour 2022 est influencé par l'évolution de l'échelle mobile des salaires à hauteur de 3,8% ainsi que par une reprise de l'activité qui ne se manifeste d'ailleurs pas fortement au niveau des dépenses en raison du recul de l'impact des effets de la pandémie et notamment de l'utilisation de la facturation

des forfaits horaires (arrêt de facturation de l'acte FC45 à partir du 31 mai 2022).

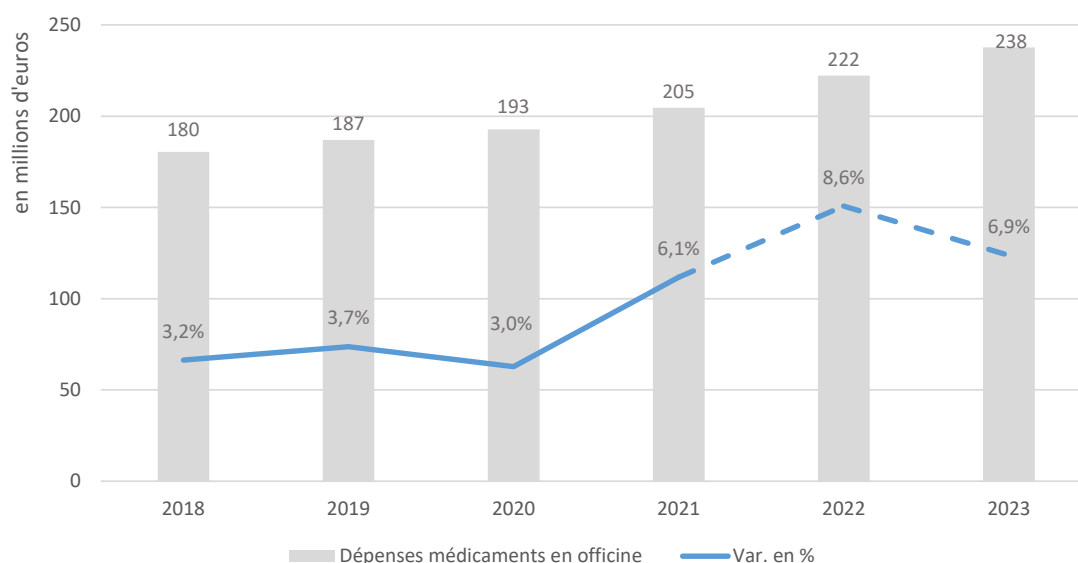
Pour 2023, les dépenses relatives aux honoraires médicaux sont estimées à 566,5 millions d'euros, soit une hausse de 8,6%. L'évolution des dépenses prévue pour 2023 s'explique par la prise en compte de l'évolution du nombre de patients, par la variation de l'activité, par l'évolution de l'échelle mobile des salaires (+4,4%) ainsi que par le résultat présumé des négociations tarifaires.

### Frais pharmaceutiques

Les frais pour médicaments comprennent les médicaments délivrés par les pharmacies ouvertes au public et les médicaments à

délivrance hospitalière c.à.d. les médicaments délivrés par les pharmacies des hôpitaux à des patients en séjour ambulatoire.

Graphique 11: Dépenses médicaments en officine

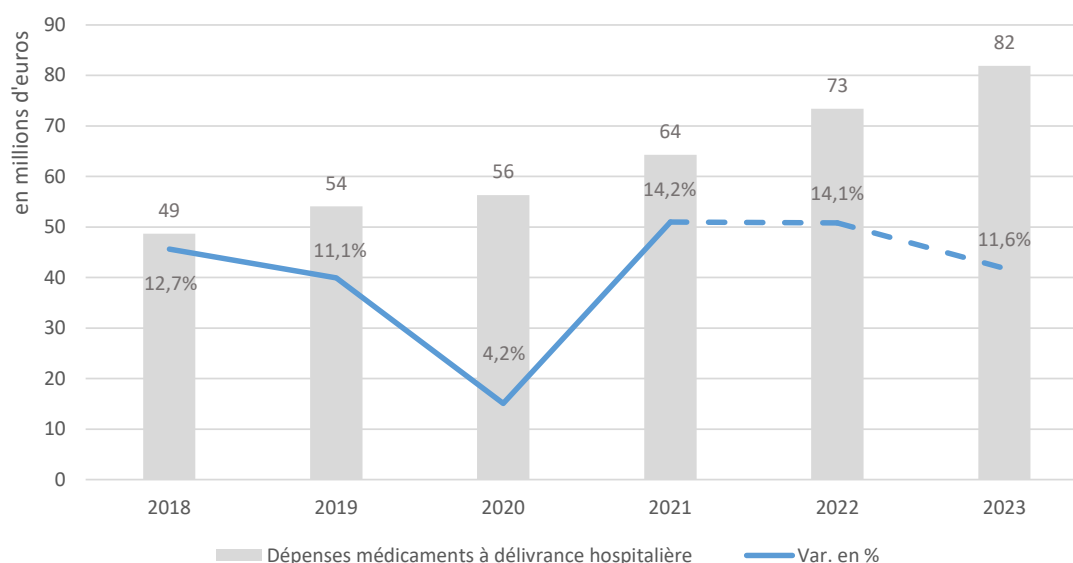


En 2022, les frais pour médicaments dispensés par les pharmacies ouvertes au public enregistrent pour les 7 premiers mois une croissance de l'ordre de 10,0%. Cette forte augmentation s'explique par 2 phénomènes, à savoir l'augmentation continue du coût par conditionnement en raison de l'inscription dans la liste positive de nouveaux traitements à fort impact budgétaire ainsi que par le fait

que le nombre de patients a atteint le niveau pré-Covid-19. Pour l'année entière 2022, on estime un montant de 222,2 millions d'euros correspondant à une croissance de 8,6%.

Pour l'année 2023, l'augmentation est estimée à 6,9% de sorte à atteindre un montant de 237,6 millions d'euros.

Graphique 12: Dépenses médicaments à délivrance hospitalière

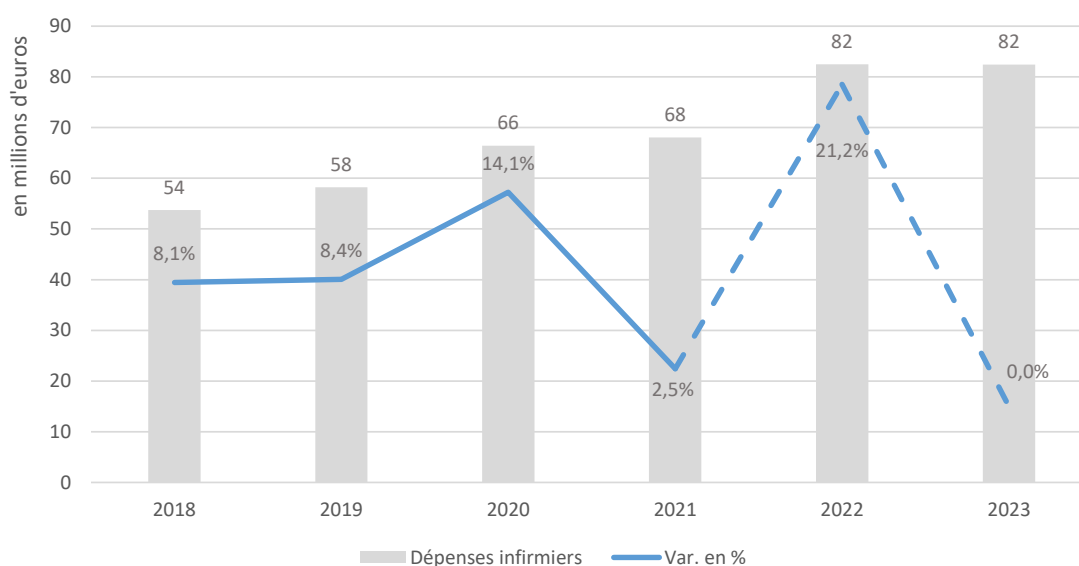


En 2022, les médicaments à délivrance hospitalière enregistrent pour les 7 premiers mois une croissance de l'ordre de 13,6%. Elles sont estimées à 73,4 millions d'euros pour l'année entière 2022 (+14,1%) et à 81,9 millions d'euros pour 2023 (+11,6%). Les dépenses totales des frais pharmaceutiques s'élèvent ainsi à 295,6 millions d'euros en 2022 (+10,0%) et à 319,5 millions d'euros en 2023 (+8,1%).

### Soins des autres professions de santé

Parmi les autres professions de santé, ce sont les soins infirmiers et les soins de kinésithérapie qui représentent une part de 95% de la totalité des dépenses de ce poste. Le poste « Autres professions de santé » comprend également les dépenses des psychomotriciens, des orthophonistes, des sages-femmes et des diététiciens.

Graphique 13: Dépenses des infirmiers

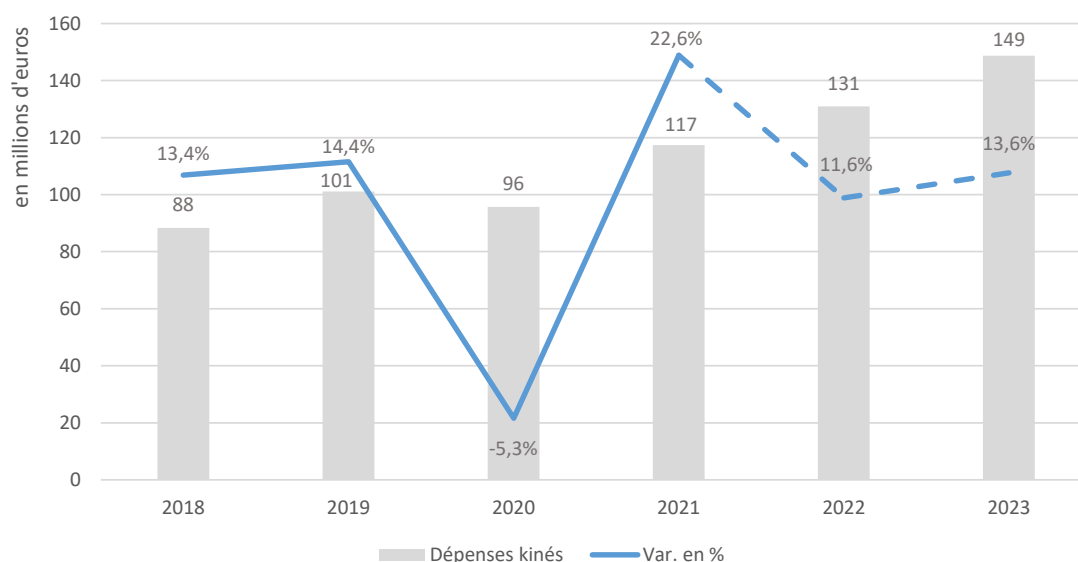


Pour l'exercice 2022, l'augmentation prévue pour dépenses pour soins infirmiers est de 21,2% et tient compte de l'augmentation de la lettre-clé de 11,9% couvrant les effets rétroactifs non récurrents de la convention collective de travail du secteur des aides et des soins (CCT-SAS) pour les exercices 2018 à 2020 et une composition structurelle des coûts y relatives, la variation de l'échelle mobile des salaires de 3,8% ainsi que de l'augmentation de l'activité normale.

En 2023, on estime une stagnation des prestations infirmières. Cette stagnation s'explique notamment par la réduction de la lettre-clé en raison des effets rétroactifs comprises dans la lettre-clé valable en 2022 (-8,5%), réduction qui n'est pas compensée par la variation de l'échelle mobile des salaires de 4,4%, l'augmentation de l'activité normale et le résultat des négociations tarifaires.

### Frais des kinésithérapeutes

Graphique 14: Dépenses des kinésithérapeutes



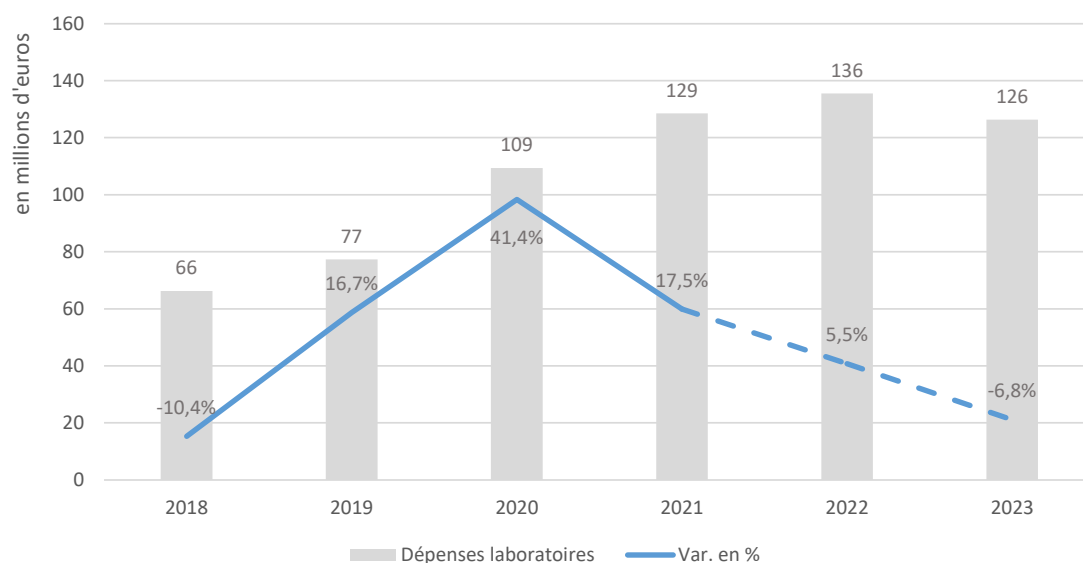
Pour les 7 premiers mois de l'année 2022, on enregistre une croissance des dépenses pour soins de kinésithérapie à hauteur de 10%. Pour l'exercice entier 2022, l'évolution des dépenses est estimée à 11,6% pour les kinésithérapeutes et va atteindre environ 131,0 millions d'euros. Cette évolution tient entre autre compte d'une croissance du nombre de bénéficiaires prévisible de 6,0% et de la variation du nombre indiciaire à hauteur de 3,8%.

Pour 2023, les dépenses pour soins de kinésithérapie s'élèvent à 148,7 millions d'euros (+13,6%). Cette forte évolution est influencée, entre autres, par la croissance du nombre de patients à hauteur de 6,0%, par le nombre de prescriptions par patient, par la variation du nombre indiciaire à hauteur de 4,4% ainsi que par le résultat des négociations tarifaires.



## Analyse des laboratoires extra-hospitaliers et de biologie clinique

Graphique 15: Dépenses laboratoires



Le poste « Laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique » comprend les analyses réalisées par les laboratoires privés et les analyses réalisées par certains laboratoires des hôpitaux, ainsi qu'une partie des activités du LNS.

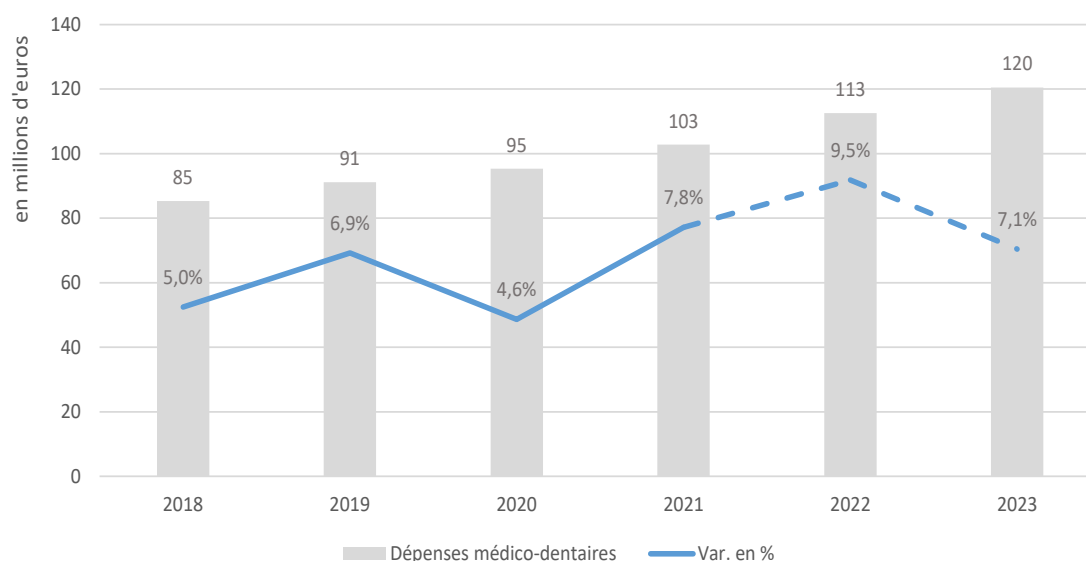
Pour les 7 premiers mois de l'année 2022, on enregistre une croissance des dépenses pour analyses de laboratoire à hauteur de 5,1% sans prise en compte des tests PCR. Sachant qu'on estime un montant de 34,5 millions d'euros pour les tests PCR en 2022 (tests PCR en 2021 : 32,7 millions d'euros ; en 2020 : 29,4 millions d'euros), la dépense suivant l'exercice de prestation 2022 pour les laboratoires privés et

celles des hôpitaux s'élèvera à 135,6 millions d'euros. Ceci correspond à une augmentation de 5,5% par rapport à 2022 (sans tests PCR : +5,5% également).

Pour 2023, l'évolution prévisible est de -6,8% de manière à atteindre une dépense de 126,3 millions d'euros. Cette diminution s'explique par le recul des tests PCR prises en charge, à savoir 16,2 millions d'euros prévues en 2023 contre 34,5 millions d'euros en 2022. Abstraction faite des dépenses pour tests PCR, la croissance 2023/2022 s'élève à 9,0%. Ce taux tient compte de l'augmentation de l'activité normale et du résultat des négociations tarifaires.

## Honoraires médico-dentaires

Graphique 16: Dépenses médico-dentaires



Pour les médecins-dentistes, les taux de croissance pour 2022 et 2023 sont estimés à 9,5% respectivement à 7,1%.

Pour les 7 premiers mois de l'année 2022, on enregistre une croissance des dépenses pour les honoraires médico-dentaires à hauteur de 8,3%. Pour l'exercice entier 2022, l'évolution des dépenses est estimée à 9,5% pour les honoraires médico-dentaires de sorte que la dépense s'élève à 112,6 millions d'euros. L'évolution tient compte, à côté de l'adaptation tarifaire à hauteur de 2,82%, à partir du 1er janvier 2022 du facteur de rattrapage de 1,02693 à appliquer sur la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 en raison de la mise en vigueur différée de l'adaptation tarifaire prévue normalement à partir du 1er janvier 2021. S'y ajoute l'impact de l'évolution de l'échelle mobile des salaires à hauteur de 3,8%.

L'augmentation prévue pour 2023 s'élève à 7,1% qui s'explique, entre autres, par la croissance du nombre de bénéficiaires, par la variation du nombre indiciaire à hauteur de 4,4%, par le résultat des négociations tarifaires ainsi que par l'annulation du facteur de rattrapage de 1,02693. Les dépenses pour 2023 sont ainsi estimées à 120,5 millions d'euros, contre 112,6 millions d'euros pour 2022.

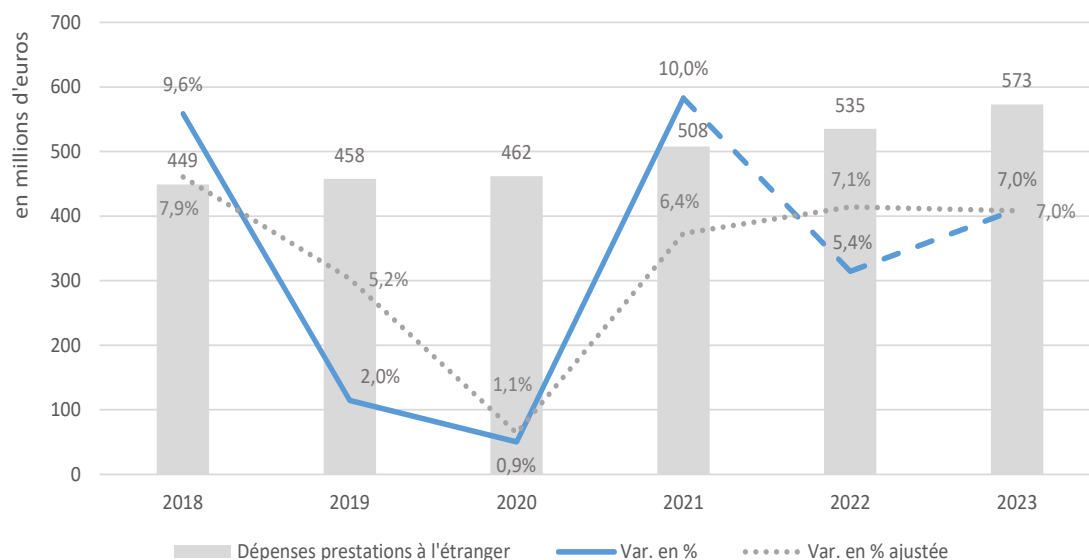
### Cures thérapeutiques

En ce qui concerne les prévisions pour les cures thermales en 2022, la croissance de l'activité à hauteur de 9,8% est plus que neutralisée par la diminution substantielle des tarifs de 2.064,7 euros à 1.601,2 euros (-22,5%) expliquant ainsi le taux de variation de -10,3% (Var. 2021/2020 : +99,8%).

En 2023, les frais pour cures thermales augmentent de 6,7% en raison d'une légère croissance de l'activité et de l'évolution de l'échelle mobile des salaires à hauteur de 4,4%.

## Prestations à l'étranger

Graphique 17: Dépenses à l'étranger



Les prestations à l'étranger comprennent les « Conventions internationales » et les « Autres prestations transférées ». Le poste « Autres prestations transférées » comprend les prestations planifiées à l'étranger en milieu hospitalier et en milieu extrahospitalier et qui sont remboursées suivant la législation luxembourgeoise dans le cadre de la directive des soins transfrontaliers, les dépenses remboursées suivant la législation étrangère sur base d'un formulaire S067 et les dépenses pour lesquelles aucun accord préalable n'est requis (ancien Decker-Kohl).

A remarquer que les décomptes introduits par l'étranger renferment trop souvent des dates de prestation renseignant des périodes de prises en charge qui ne permettent pas d'affecter les prestations à l'année de prestation concernée. Ainsi on observe des taux d'évolution erratiques qu'on a essayé de niveler sur le graphique ci-dessus.

La dépense 2022 est estimée à 535,4 millions d'euros suivant l'exercice prestation et

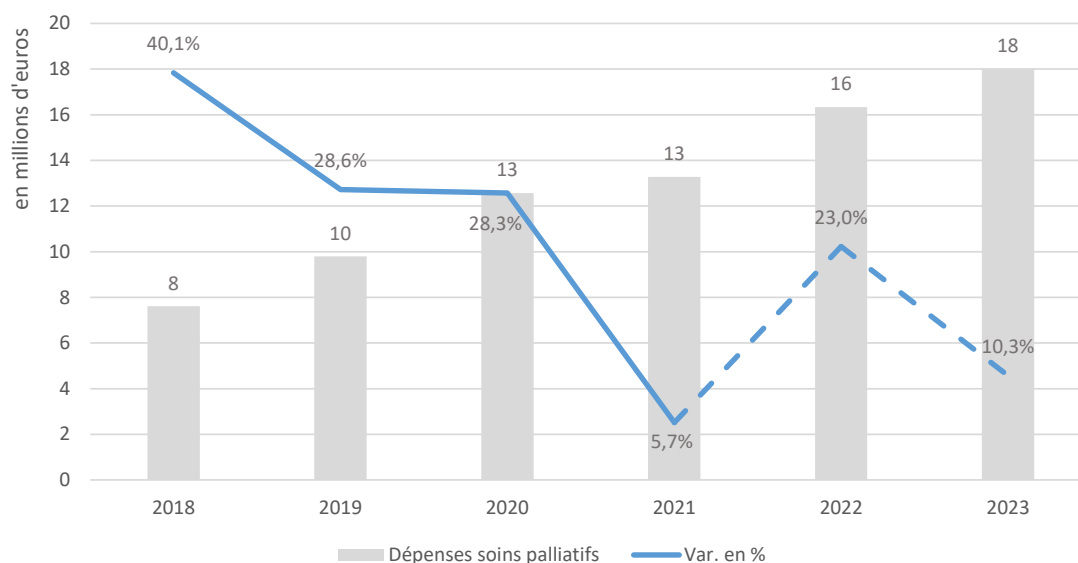
comprend un montant de 515,4 millions d'euros pour « Conventions internationales » et un montant de 20,0 millions d'euros pour « Autres prestations transférées ». Les prestations à l'étranger connaissent ainsi une évolution de 5,4% suivant l'exercice prestation. Le poste « Conventions internationales » affiche un taux de variation des dépenses de +5,0% pour l'exercice 2022 contre 10,4% en 2021.

En 2023, le montant de la dépense est estimé à 573,0 millions d'euros suivant l'exercice prestation et connaît une évolution de 7,0% pour ladite année. Les dépenses relatives au poste « Conventions internationales » sont estimées à 551,5 millions d'euros, soit une hausse de 7,0% par rapport à 2022.

Pour l'exercice prestation 2023, la dépense prévisible pour « Autres prestations transférées » évolue de 8,0% et atteint 21,6 millions d'euros.

## Soins palliatifs

Graphique 18: Dépenses soins palliatifs



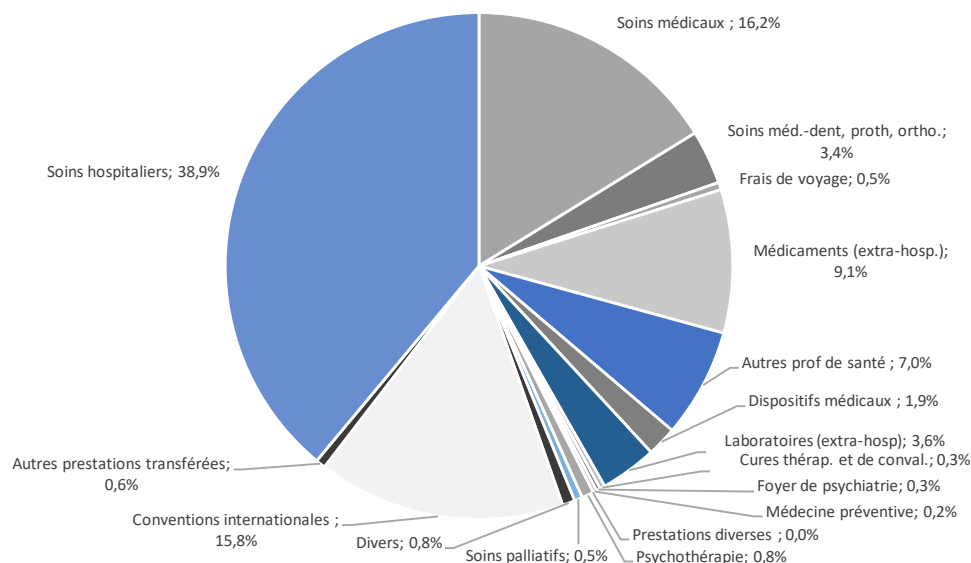
Les dépenses pour soins palliatifs, introduites à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, sont estimées à 16,3 millions d'euros en 2022, contre 13,3 millions en 2021 (+23,0%). Cette forte augmentation est due principalement à une croissance du nombre de bénéficiaires qui dépasse 15%.

Pour 2023, l'estimation de la croissance pour soins palliatifs s'élève à 10,3% de sorte que la dépense se chiffre à 18,0 millions d'euros. La croissance s'explique entre autres par l'augmentation du nombre de bénéficiaires, la variation du nombre indiciaire à hauteur de 4,4% ainsi que par le résultat des négociations tarifaires.

## Divers

En matière d'élargissement de prestations et de prestations diverses, le poste « Divers » prévoit la prise en charge des dépenses occasionnées pour les réfugiés ukrainiens ainsi que la refonte de nomenclatures existantes et l'introduction de nouvelles prestations avec de nouvelles nomenclatures. Sont ainsi prévues l'amélioration de la prise en charge des prestations dentaires, une révision des nomenclatures des sages-femmes, des gériatres, de l'algologie, de l'endocrinologie et de la neurochirurgie au courant de l'exercice 2023. Le résultat des accords définitifs étant inconnu, nous avons appliqué le principe de prudence concernant l'impact financier et la date d'implémentation des postes en discussions.

Graphique 19: Ventilation des soins de santé en 2023



## Autres dépenses

### Transferts de cotisation (63)

#### Cotisation assurance maladie-maternité

Dans le cas d'une incapacité de travail (maladie, maternité) à charge de la CNS, la part dans le taux de cotisation de l'assurance maladie s'élève à 3,05% (2,80% + 0,25%) pour les assurés salariés et non-salariés bénéficiant d'une indemnité pécuniaire.

Le montant des transferts de cotisations relatif aux indemnités pécuniaires de maladie et de maternité en rapport avec les cotisations assurance maladie-maternité est estimé à 12,8 millions d'euros en 2022 (+4,9%) et à 13,7 millions d'euros en 2023 (+7,1%).

#### Cotisations assurance pension

Dans le cas d'une incapacité de travail (maladie, maternité) à charge de la CNS, le taux de cotisation pour l'assurance pension est égal à 8,00%.

Le montant des transferts de cotisations relatives aux indemnités pécuniaires de

maladie et de maternité en rapport avec les cotisations assurance pension est estimé à 33,5 millions d'euros en 2022 (+8,1%) et à 35,9 millions d'euros en 2023 (+7,1%).

### Décharges et restitution de cotisations (64)

Le montant estimé des décharges et extournes de cotisations se base sur les résultats des années précédentes et les montants déjà enregistrés pour 2022 et s'élève à 10,9 millions d'euros pour 2022 et à 6,1 millions d'euros pour 2023 (-43,8%). Le montant pour 2022 comprend une décharge particulièrement élevée de cotisations irrécouvrables pour prestations en nature des salariés à hauteur de 8,6 millions d'euros.

### Patrimoine (65)

Le poste « Patrimoine » comprend le compte des frais d'exploitation immeubles et le compte des frais experts et études immeubles. Cette

dépense est estimée à travers le budget des frais d'administration de la CNS et s'élève à 170.000 euros pour l'exercice 2022 et à 180.000 euros pour 2023 (+5,9%).

### Charge financières (66)

Le poste « Charges financières » regroupe les intérêts sur comptes courants, les pertes de change et les autres charges financières. Pour ce poste on prévoit une dépense de 0,9 million d'euros en 2022.

### Dotation aux provisions et amortissement (67)

En 2022 et 2023, le poste « Amortissements » s'élève à 700.000 euros respectivement à 600.000 euros.

### Charges divers tiers (68)

Le poste 68 comprend les frais relatifs au système informatique et imprimerie des médecins, les frais de digitalisation médecins (traitement mémoires d'honoraires), les frais administratifs relatifs à la convention belgo-luxembourgeoise, les frais de fonctionnement agence eSanté, les frais relatifs à la convention avec le LIH ainsi que les forfaits pour frais informatiques des kinésithérapeutes et des diététiciens.

Tableau 17: Charges diverses tiers

| (Montants en euros)                   | 2022              | 2023              | Var.23/22    |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Impression et reliures - médecins     | 387.297           | 387.297           | 0,0%         |
| Frais de digitalisation - médecins    |                   | 289.400           |              |
| Convention belgo-luxembourgeois       | 5.449.500         | 5.749.223         | 5,5%         |
| Frais de fonctionnement agence eSanté | 10.003.329        | 11.619.208        | 16,2%        |
| Frais convention LIH                  | 614.879           | 648.083           | 5,4%         |
| Forfait frais informatiques           | 530.001           | 620.725           | 17,1%        |
| <b>Total</b>                          | <b>16.985.006</b> | <b>19.313.935</b> | <b>13,7%</b> |

Le montant global du poste « Charges diverses - Tiers » s'élève en 2023 à 19,3 millions d'euros contre 17,0 millions d'euros en 2022. Ceci correspond à une hausse de 2,3 millions d'euros ou +13,7%.

Les frais pour système informatique et imprimerie médecins restent au même niveau qu'en 2022 en raison du fait de la digitalisation dans le contexte du traitement des mémoires d'honoraires. Le poste « Frais de digitalisation Médecins » se chiffre à 0,3 million d'euros.

Les forfaits pour frais informatiques pour les kinésithérapeutes et diététiciens s'élèvent en 2022 à 530.000 euros et en 2023 à 620.000 euros. Pour les kinésithérapeutes, le forfait s'élève à 1.600 euros par cabinet à partir de l'exercice 2019. Pour les diététiciens, le forfait s'élève à 1.600 euros par cabinet à partir de 2021 (contre 2.400 euros pour 2020).

Les frais de fonctionnement Agence eSanté et les frais convention LIH renseignés pour 2022 et 2023 sont ceux communiqués par les organismes en question. Il y a lieu de

remarquer que les frais de fonctionnement Agence eSanté augmentent de 1,6 millions d'euros ou 16,2% entre 2022 et 2023. Un suivi plus rapproché avec l'Agence eSanté est entamé.

Les frais d'administration à rembourser aux mutualités belges dans le cadre de la convention belgo-luxembourgeoise s'élèvent à 5,7 millions d'euros en 2023 contre 5,4 millions d'euros en 2022 correspondant à une variation à hauteur de 5,5%.

### **Dotation au fond de roulement**

De manière générale, l'article 28 du CSS prévoit que la Caisse nationale de santé applique le système de la répartition des charges avec constitution d'une réserve qui ne peut être inférieure à dix pour cent du montant annuel des dépenses. L'article 37 de la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 a supprimé la limite supérieure du plafond de la réserve en matière d'assurance maladie-maternité afin de pérenniser les efforts d'économie réalisés depuis la loi du 17 décembre 2010.

La différence entre le fonds de roulement de l'année en vigueur et celui de l'année précédente détermine s'il y a soit une dotation, soit un prélèvement au fonds de roulement. Si cette différence est positive, il y aura une dotation au fonds de roulement égale à cette

dernière, alors que dans le cas d'une différence négative, il y aura un prélèvement de la valeur absolue de cette différence.

En ce qui concerne l'année 2023, l'estimation du fonds de roulement s'élève à 423,6 millions d'euros (10,0% du montant des dépenses courantes nettes 2023), contre 392,7 millions d'euros en 2022 (10,0% du montant des dépenses courantes nettes 2022) de sorte qu'il y aura une dotation au fonds de roulement de 30,9 millions d'euros en 2023.

### **Dotation de l'excédent de l'exercice**

D'une manière générale, lorsque le solde des opérations courantes dépasse la dotation au fonds de roulement, la différence est versée à la réserve excédentaire. Dans le cas d'un prélèvement au fonds de roulement et d'une somme positive du solde des opérations courantes et du prélèvement, cette somme est versée à la réserve excédentaire.

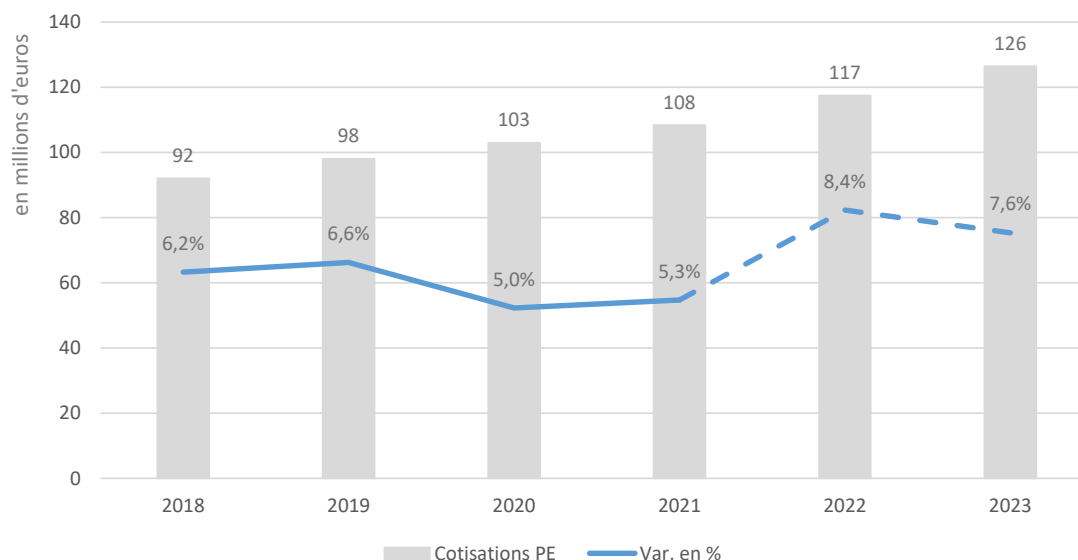
En 2023, les recettes courantes sont inférieures aux dépenses courantes de 9,7 millions d'euros. Suite aux opérations sur réserves, donc suite à la dotation au fonds de roulement de 30,9 millions d'euros, le déficit de l'exercice se chiffre à 40,6 millions d'euros. Ce montant sera prélevé à la réserve excédentaire qui passera alors de 455,3 millions d'euros en 2022 à 414,7 millions d'euros en 2023.

## Recettes

## Cotisations (70)

## Prestation en espèces (PE, Article 29, al.2)

Graphique 20: Cotisations pour Prestations en espèces des assurés actifs (DP)



A partir de 2011, le taux de cotisation unique est majoré de 0,5% pour les assurés ayant droit à une prestation en espèces. (Comptes : 70000001, 70020000, 70020001, 70010001, 70000000). Le montant des cotisations pour prestations en espèces des assurés actifs est estimé au n.i. courant à 117,5 millions d'euros pour 2022 (+8,4%) et à 126,4 millions d'euros pour 2023 (+7,6%).

Les estimations se basent sur la projection de la masse salariale des revenus cotisables pour prestations en espèces. La masse cotisable évolue en fonction de la croissance du nombre

d'assurés et de la croissance du revenu moyen cotisable. Les tableaux 19 et 20 indiquent l'évolution de ces variables (exprimées au nombre indice 100) servant à l'établissement des projections pour les exercices 2022 et 2023.

Au nombre indice 100, le tableau ci-dessous montre une évolution de la masse des revenus cotisables de 4,5% pour l'exercice 2022 et de 3,1% pour l'exercice 2023, passant ainsi de 2.695,8 millions d'euros en 2022 à 2.779,1 millions d'euros en 2023.



Tableau 18: Masse des revenus cotisables pour PE (DP)

| (Montants au n.i. 100 en millions d'euros) | 2019     | 2020     | 2021     | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|--------------------------------------------|----------|----------|----------|--------------------|--------------------|
| CNS                                        | 2.408,83 | 2.466,97 | 2.580,37 | 2.695,78           | 2.779,10           |
| var. en %                                  |          | 2,4%     | 4,6%     | 4,5%               | 3,1%               |
| Taux de cotisation                         | 0,50%    | 0,50%    | 0,50%    | 0,50%              | 0,50%              |
| Montants des cotisations                   |          |          |          | 13,48              | 13,90              |

Après un ralentissement de la croissance en 2020 en raison de l'effet Covid-19 qui avait engendré un net ralentissement de la croissance du nombre d'assurés cotisants, le nombre des assurés cotisants repart à la hausse en 2021 (+2,7%) et 2022 (+3,3%). En

2023, ce nombre évolue un peu plus modérément (+2,0%). Ainsi on enregistre des recettes en cotisations au n.i. 100 estimées pour 2022 à 13,5 millions respectivement à 13,9 millions d'euros pour 2023.

Tableau 19: Evolution du nombre moyen d'assurés ayant droit à une PE

|           | 2019    | 2020    | 2021    | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|-----------|---------|---------|---------|--------------------|--------------------|
| CNS       | 416.564 | 422.410 | 433.696 | 448.033            | 457.104            |
| var. en % | 3,7%    | 1,4%    | 2,7%    | 3,3%               | 2,0%               |

Tableau 20: Evolution du revenu moyen cotisables des assurés ayant droit à une PE

| (Montants au n.i. 100 en euros) | 2019  | 2020  | 2021  | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|---------------------------------|-------|-------|-------|--------------------|--------------------|
| CNS                             | 5.783 | 5.840 | 5.950 | 6.017              | 6.080              |
| var. en %                       | 1,4%  | 1,0%  | 1,9%  | 1,1%               | 1,0%               |

Au nombre indice 100, la croissance du revenu moyen cotisable pour prestations en espèces est estimée à 1,1% pour 2022, contre une hausse de 1,0% prévue pour 2023.

A l'indice courant, le revenu moyen cotisable pour 2023 est estimé à 55.320 euros, contre 52.447 euros pour 2022, soit une croissance de 5,5%.

En particulier, la part du Fonds d'Orientation Agricole (FOA) (Compte comptable 70020001) dans les cotisations pour prestations en espèces citées ci-dessus doit être considérée. En effet, la part de l'Etat dans les cotisations des assurés actifs de l'ancienne caisse de maladie agricole correspond à 75% de la cotisation minimum calculée sur la base du salaire social minimum de référence. Le nombre moyen d'assurés obligatoires est évalué à 1.701 personnes en 2023.

$$1.701 \times 272,23 \times 0,0050 \times 0,75 \times 12 \times 9,0990 = 189.547 \text{ euros}$$

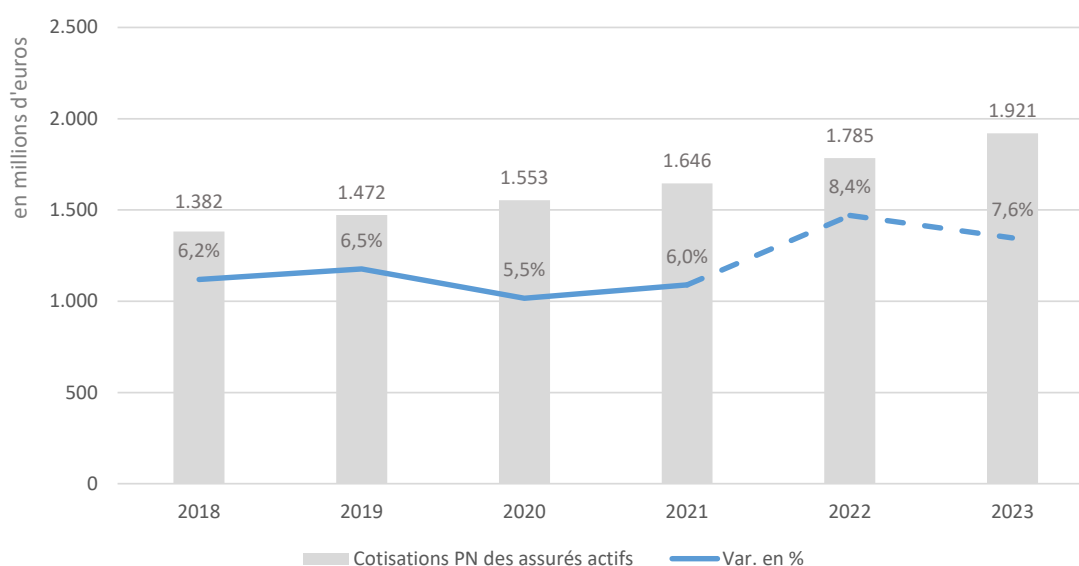
## Prestation en nature

**Assurés actifs et autres non pensionnés cotisant au taux unique** (Comptes 70001, 70011, 70021, 70040, 70041, 70200, 70210)

A partir du 1er janvier 2011, un taux de cotisation unique a été introduit qui devrait couvrir, ensemble avec la majoration à charge

des assurés bénéficiant d'une prestation en espèces, toutes les charges de l'assurance maladie-maternité.

Graphique 21: Cotisations pour Prestations en nature des assurés actifs (DP)



Pour 2023, le taux de cotisation reste fixé à 5,60%.

Le montant des cotisations relatives aux taux unique en provenance des assurés actifs et

autres non pensionnés est estimé au n.i. courant à 1.784,6 millions d'euros pour 2022 (+8,4%) et à 1.920,5 millions d'euros pour 2023 (+7,6%).

Tableau 21: Masse des revenus cotisables (DP)

| (Montants au n.i. 100, en millions d'euros) | 2019     | 2020     | 2021     | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|---------------------------------------------|----------|----------|----------|--------------------|--------------------|
| CNS                                         | 3.228,24 | 3.323,02 | 3.499,53 | 3.656,01           | 3.769,10           |
| var. en %                                   |          | 2,9%     | 5,3%     | 4,5%               | 3,1%               |
| Taux de cot.                                | 5,6%     | 5,6%     | 5,6%     | 5,6%               | 5,6%               |
| Montant des cot.                            |          |          |          | 204,74             | 211,07             |

Au nombre indice 100, le tableau ci-dessus montre une évolution de la masse des revenus cotisables de 4,5% pour l'exercice 2022 et de 3,1% pour l'exercice 2023, passant ainsi de

3.656,0 millions d'euros en 2022 et à 3.769,1 millions d'euros en 2023.

Les projections se basent sur les estimations du nombre d'assurés cotisants et du revenu moyen cotisable qui suivent.

L'estimation de l'évolution du nombre d'assurés cotisants pour PN s'élève à 3,3% pour 2022 et à 2,0% pour 2023. Ainsi, le nombre d'assurés cotisants pour PN devrait s'établir à 546.699 personnes en 2023, contre 535.850

personnes en 2022. On observe ainsi une continuation de la reprise dans l'évolution de la croissance pour 2022 par rapport à celle enregistrée en 2020 (+2,2%) et une augmentation modérée pour 2023.

Tableau 22: Evolutions du nombre moyen d'assurés cotisants

|           | 2019    | 2020    | 2021    | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|-----------|---------|---------|---------|--------------------|--------------------|
| CNS       | 494.032 | 505.113 | 518.704 | 535.850            | 546.699            |
| var. en % | 3,5%    | 2,2%    | 2,7%    | 3,3%               | 2,0%               |

Tableau 23: Evolution du revenu moyen cotisable

| (Montants en euros au n.i. 100) | 2019  | 2020  | 2021  | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|---------------------------------|-------|-------|-------|--------------------|--------------------|
| CNS                             | 6.535 | 6.580 | 6.747 | 6.823              | 6.894              |
| var. en %                       | 1,5%  | 0,7%  | 2,5%  | 1,1%               | 1,0%               |

Au nombre indice 100, le revenu moyen cotisable est estimé à 6.894 euros pour 2023, ce qui correspond à une croissance de 1,0% par rapport à 2022. La variation 2022/2021 enregistre une croissance de 1,1%.

A l'indice courant, le revenu moyen cotisable est estimé à 62.731 euros pour 2023, par rapport à 59.472 euros pour 2022, ce qui correspond à une croissance de 5,5%.

En particulier, la part du Fonds d'Orientation Agricole (FOA) (Compte comptable 70021001) dans les cotisations pour prestations en nature citées ci-dessus doit être considérée. En effet, la part de l'Etat dans les cotisations des assurés actifs de l'ancienne caisse de maladie agricole correspond à 75% de la cotisation minimum calculée sur la base du salaire social minimum. Le nombre moyen d'assurés obligatoires est estimé à 1.701 personnes en 2023.

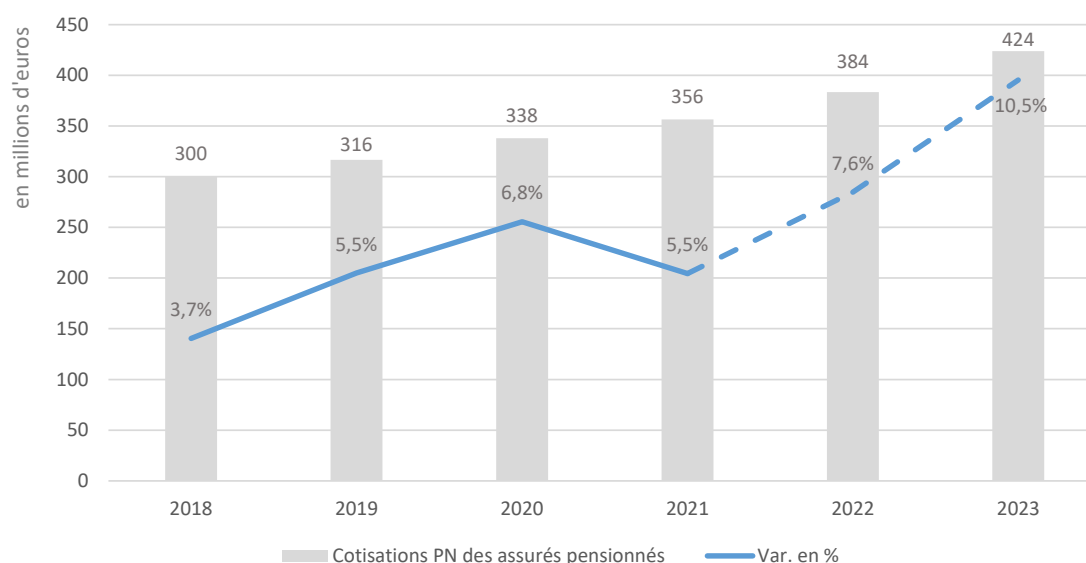
$$1.701 \times 272,23 \times 0,0560 \times 0,75 \times 12 \times 9,0990 = 2,1 \text{ millions d'euros}$$

### Assurés pensionnés (Compte comptable 7003)

A l'indice courant et au taux de cotisation unique de 5,60%, le montant des recettes en cotisations en provenance des assurés pensionnés est estimé à 424,0 millions d'euros

au nombre indice courant pour 2023, contre 383,5 millions d'euros en 2022, soit une croissance de 10,5%.

Graphique 22: Cotisations pour Prestations en nature des assurés pensionnés (DP)



L'estimation de la masse des pensions cotisables se base sur le nombre moyen d'assurés pensionnés cotisants et le revenu moyen cotisable. En 2023, il y aura un ajustement des pensions au niveau réel des salaires de l'ordre de 2,2% ainsi qu'une augmentation du salaire social minimum de l'ordre de 3,2%.

Les tableaux qui suivent présentent l'évolution de la masse des pensions cotisables, le nombre moyen d'assurés pensionnés cotisants et le revenu moyen cotisable en euros au nombre indice 100.

Tableau 24: Masse des pensions cotisables

|                                                   | 2019          | 2020          | 2021          | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|---------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------------|--------------------|
| <i>(Montants au n.i. 100 en millions d'euros)</i> |               |               |               |                    |                    |
| CNS                                               | 482,01        | 500,88        | 523,13        | 539,48             | 570,11             |
| var. en %                                         | 3,7%          | 3,9%          | 4,4%          | 3,1%               | 5,7%               |
| CMFEP                                             | 108,18        | 112,69        | 117,51        | 122,19             | 128,37             |
| var. en %                                         | 4,1%          | 4,2%          | 4,3%          | 4,0%               | 5,1%               |
| CMFEC                                             | 22,32         | 23,39         | 24,43         | 25,44              | 26,80              |
| var. en %                                         | 4,0%          | 4,8%          | 4,4%          | 4,1%               | 5,4%               |
| EMCFL                                             | 25,83         | 25,91         | 25,81         | 25,72              | 25,99              |
| var. en %                                         | 0,4%          | 0,3%          | -0,4%         | -0,4%              | 1,0%               |
| CNS internat.                                     | 53,72         | 58,52         | 65,28         | 71,37              | 79,33              |
| var. en %                                         | 8,2%          | 8,9%          | 11,5%         | 9,3%               | 11,1%              |
| Forfait d'éduc.                                   | 1,85          | 1,72          | 1,64          | 1,52               | 1,44               |
| var. en %                                         | -5,4%         | -6,8%         | -5,0%         | -7,0%              | -5,5%              |
| <b>Total</b>                                      | <b>693,90</b> | <b>723,12</b> | <b>757,79</b> | <b>785,71</b>      | <b>832,03</b>      |
| var. en %                                         | 4,0%          | 4,2%          | 4,8%          | 3,7%               | 5,9%               |
| Taux de cotisation                                | 5,60%         | 5,60%         | 5,60%         | 5,60%              | 5,60%              |
| Montant des cotisations                           | 38,86         | 40,49         | 42,44         | 44,00              | 46,59              |
| var. en %                                         | 4,0%          | 4,2%          | 4,8%          | 3,7%               | 5,9%               |

Au nombre indice 100, le montant total des cotisations des assurés pensionnés calculées au taux de 5,60% devrait progresser en 2023 de 5,9% par rapport à 2022 et atteindre 46,6 millions d'euros.

La croissance du nombre moyen d'assurés pensionnés est estimée à 2,8% par rapport à 2022. Il s'ensuit un nombre de 131.065 assurés cotisants pour 2023, contre 127.446 assurés cotisants pour 2022.

Tableau 25. Evolutions du nombre moyen d'assurés cotisants (PN assurés pensionnés)

|               | 2019           | 2020           | 2021           | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|---------------|----------------|----------------|----------------|--------------------|--------------------|
| CNS           | 87.479         | 89.399         | 91.401         | 93.458             | 95.514             |
| var. en %     | 1,9%           | 2,2%           | 2,2%           | 2,3%               | 2,2%               |
| CMFEP         | 11.072         | 11.373         | 11.692         | 12.027             | 12.352             |
| var. en %     | 3,0%           | 2,7%           | 2,8%           | 2,9%               | 2,7%               |
| CMFEC         | 2.560          | 2.643          | 2.729          | 2.814              | 2.898              |
| var. en %     | 3,4%           | 3,2%           | 3,3%           | 3,1%               | 3,0%               |
| EMCFL         | 3.235          | 3.148          | 3.080          | 3.009              | 2.952              |
| var. en %     | -1,8%          | -2,7%          | -2,2%          | -2,3%              | -1,9%              |
| CNS internat. | 12.795         | 13.707         | 14.889         | 16.140             | 17.350             |
| var. en %     | 6,0%           | 7,1%           | 8,6%           | 8,4%               | 7,5%               |
| <b>Total</b>  | <b>117.141</b> | <b>120.270</b> | <b>123.791</b> | <b>127.446</b>     | <b>131.065</b>     |
| var. en %     | 2,3%           | 2,7%           | 2,9%           | 3,0%               | 2,8%               |

Le revenu moyen cotisable prévu au nombre indice 100 varie en 2023 de 3,0%, contre 0,7% en 2022. A l'indice courant, le revenu moyen cotisable pour les assurés pensionnés est estimée à 57.663 euros pour 2023, contre 53.634 euros pour 2022 (+7,5%).

Les tableaux relatifs au nombre moyen d'assurés pensionnés et au revenu moyen cotisable ne tiennent pas compte du forfait d'éducation.

Tableau 26. Evolutions du revenu moyen cotisable

|                                        | 2019         | 2020         | 2021         | 2022<br>projection | 2023<br>projection |
|----------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------------|--------------------|
| <i>(Montants au n.i. 100 en euros)</i> |              |              |              |                    |                    |
| CNS                                    | 5.510        | 5.603        | 5.723        | 5.772              | 5.969              |
| var. en %                              | 1,8%         | 1,7%         | 2,2%         | 0,9%               | 3,4%               |
| CMFEP                                  | 9.770        | 9.908        | 10.050       | 10.159             | 10.393             |
| var. en %                              | 1,0%         | 1,4%         | 1,4%         | 1,1%               | 2,3%               |
| CMFEC                                  | 8.719        | 8.849        | 8.951        | 9.040              | 9.248              |
| var. en %                              | 0,6%         | 1,5%         | 1,1%         | 1,0%               | 2,3%               |
| EMCFL                                  | 7.984        | 8.231        | 8.381        | 8.549              | 8.805              |
| var. en %                              | 2,2%         | 3,1%         | 1,8%         | 2,0%               | 3,0%               |
| CNS internat.                          | 4.198        | 4.270        | 4.384        | 4.422              | 4.572              |
| var. en %                              | 2,0%         | 1,7%         | 2,7%         | 0,9%               | 3,4%               |
| <b>Total</b>                           | <b>5.908</b> | <b>5.998</b> | <b>6.108</b> | <b>6.153</b>       | <b>6.337</b>       |
| var. en %                              | 1,6%         | 1,5%         | 1,8%         | 0,7%               | 3,0%               |

## Cotisations forfaitaires Etat (71)

A partir de l'exercice 2011, la loi réforme a fixé la contribution de l'Etat à 40% de l'ensemble des cotisations. Il s'ensuit que les cotisations en provenance des assurés et des employeurs représentent 60% de l'ensemble des cotisations.

Ayant estimé les cotisations en provenance des assurés et des employeurs, les cotisations forfaitaires à payer par l'Etat s'en déduisent. En effet:

Cotisations forfaitaires à payer/Etat = (Cot. en provenance des employeurs et assurés) /3\*2

Cotisations en provenance des assurés et employeurs = 2.470,9 millions d'euros

→ Cotisations forfaitaires à payer/Etat = 2.470,9/3\*2 = 1.647,3 millions d'euros

Pour 2023, les cotisations forfaitaires à payer par l'Etat sont donc estimées à 1.647,3 millions

d'euros, contre 1.523,8 millions d'euros en 2022, soit une croissance de 8,1%.

## Participation de tiers (72)

### Frais d'administration (720)

#### Participation Etat – Congé politique et sportif (72001000)

Le montant pour le congé politique et sportif a été évalué à 165.900 euros pour 2022 et à 50.000 euros pour 2023.

#### Organismes

#### Indemnités assurance accident (AA) (72003000)

Afin de rémunérer le paiement de prestations avancées par la CNS, l'assurance accident verse à la CNS une indemnité correspondant à 3% des prestations avancées pour le compte de l'AA. Pour 2023, le montant de l'indemnité est estimé à 1,8 millions d'euros (+10,0%).

#### Participation frais d'administration – assurance dépendance (72003001)

Les frais d'administration propres à la CNS sont répartis entre l'assurance maladie-maternité et l'assurance dépendance au prorata de leurs prestations respectives au cours du pénultième

exercice. Pour 2023 la part à rembourser par l'assurance dépendance s'élève à 26,2 millions d'euros. Cette part est calculée sur la base des décomptes de l'exercice 2021 et augmente ainsi de 26,7% par rapport à 2022. Cette hausse provient de l'évolution des frais d'administration propres à la CNS qui ont évolué de 20,0% en 2023 et de la part dépendance dans le total des prestations qui augmente de 5,6% en 2023.

A partir du 1er janvier 2018, certains frais tels que les frais relatifs à la convention belgo-luxembourgeoise, les frais relatifs au fonctionnement de l'agence eSanté, les frais relatifs à la convention LIH ainsi que les frais concernant les systèmes informatiques des médecins, les feuilles de soins, les ordonnances et les feuilles de dispenses de travail ont été transférés depuis les comptes de la classe 60 sur des comptes de la classe 68 et ne rentrent ainsi plus dans le calcul des frais d'administration à prendre en charge par l'assurance dépendance. Pour le calcul, les chiffres qui suivent ont été retenus.

Tableau 27 : Frais administratifs pris en charge par l'assurance dépendance

| (montants en millions d'euros)                      | 2023            |                |
|-----------------------------------------------------|-----------------|----------------|
| Total Prestations Ass. Maladie CNS (décompte 21)    | 2.892,67        | 78,32%         |
| Total Prestations Ass. Dépendance CNS (décompte 21) | 800,94          | 21,68%         |
| <b>Total</b>                                        | <b>3.693,61</b> | <b>100,00%</b> |

Comme le total des frais d'administration propres à la CNS s'élève à 120,6 millions d'euros pour l'exercice 2023, la part à rembourser par l'assurance dépendance s'obtient en multipliant ce montant par 21,68%.

## Participation de l'Etat dans les prestations (721)

### Dotations pour dépenses liées aux mesures Covid-19

Le projet de loi portant sur le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 2023 prévoit la prise en charge par l'Etat du solde restant relatif à la prise en charge par la CNS du congé pour raisons familiales ainsi que du congé pour soutien familial liés aux mesures Covid-19 décidées par le Gouvernement à hauteur de 37,5 millions d'euros. Ce montant couvre la période du 1er janvier 2021 au 31 juillet 2022 ainsi que le solde restant relatif à l'exercice prestation 2020. Il ne renferme pas d'éventuelles nouvelles dépenses à prendre en charge par la CNS en cas de prolongation des mesures Covid-19 à intervenir en fin d'année 2022 et au courant de l'année 2023.

### Participation Etat – Dotations Maternité

L'article 14 de la loi réforme a prévu que l'Etat prend en charge une dotation annuelle de 20,0 millions d'euros au profit de l'assurance maladie-maternité destinée à compenser de façon forfaitaire les charges supplémentaires incombant à la CNS du fait de l'incorporation des prestations en espèces de maternité dans le régime général de l'assurance maladie-

maternité, et ce jusqu'en 2013. Par la loi du 20 décembre 2013, ceci a été prolongé jusqu'en 2014. La loi du 19 décembre 2014 relative au budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour 2015 a arrêté la continuation de la prise en charge par l'Etat de cette dotation annuelle de 20 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2018. Le texte de loi du 26 avril 2019 relatif au budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2019 (article 34) prolonge le paiement de la dotation annuelle maternité de 20 millions d'euros jusqu'au 31 décembre de l'année 2021. Enfin le texte de loi du budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2022 (article 35) prolonge le paiement de la dotation annuelle maternité de 20 millions d'euros jusqu'au 31 décembre de l'année 2023.

La projection pluriannuelle annexé au présent budget pour l'exercice 2023 ne renferme pas de dotation maternité pour les exercices 2024 à 2026 faute de texte de loi y relatif.

### Participation Etat – Maladie/PN Outre-Mer (72100011); Forfait vaccins grippe (72100012); Forfait vaccins pneumocoque (72100014)

Les prestations en nature « Outre-Mer » sont estimées à 20.000 euros pour 2023.

Le remboursement du montant forfaitaire pour les vaccinations contre la grippe prises en charge par le Ministère de la Santé s'élève à 130.000 euros. S'y ajoute un montant de 70.000 euros concernant le forfait vaccination contre le pneumocoque de sorte que le montant global de ce poste s'élève à 220.000 euros en 2023.

## Transferts (73)

### Cotisations de régimes contributifs (730)

Le montant relatif aux transferts des cotisations du régime de pension contributif au régime de pension statutaire du personnel de l'assurance maladie-maternité pour des périodes d'affiliation qui sont prises en charge par le régime statutaire est estimé à 414.700 euros pour l'exercice 2022 et à 140.000 euros pour l'exercice 2023. Ce montant est sujet à de fortes variations d'une année à l'autre.

## Autres recettes

### Revenus sur immobilisations (74)

Les revenus sur immobilisations sont estimés à 139.672 euros pour 2022 et 2023.

## Pensions cédées (733)

En application de l'article 190 du CSS, la pension d'invalidité en cas d'invalidité permanente est due à partir du premier jour de l'invalidité constatée. Pour le cas où l'assuré touche une indemnité pécuniaire de maladie, la pension d'invalidité est versée à la caisse de maladie compétente à titre de compensation qui transmet la différence éventuelle à l'assuré. Le montant respectif augmente de 1,5% et est estimé à 6,9 millions d'euros pour 2023, contre 6,8 millions d'euros pour 2022.

## Produits divers (76)

Les produits divers comprennent les postes suivants (en millions d'euros).

Le montant total prévisible des produits divers s'élève à 8,4 millions d'euros (-5,5%) en 2023, contre 8,9 millions en 2022.

Tableau 28: Produits divers

| (Montans en millions d'euros)    | 2022        | 2023        | Var.23/22    |
|----------------------------------|-------------|-------------|--------------|
| Recours contre tiers responsable | 4,66        | 3,95        | -15,2%       |
| Intérêts communs                 | 0,15        | 0,16        | 4,4%         |
| Amendes d'ordre                  | 0,01        | 0,01        | 4,4%         |
| Retenue pour pensions            | 3,45        | 3,64        | 5,4%         |
| Abbattement pharmacies           | 0,58        | 0,61        | 4,4%         |
| Prestations recouvrées           | 0,02        | 0,02        | 4,4%         |
| <b>Total</b>                     | <b>8,87</b> | <b>8,38</b> | <b>-5,5%</b> |



### Produits financiers (77)

En ce qui concerne les produits financiers, les recettes prévues s'élèvent à 2,7 millions d'euros pour 2022 et à 6,3 millions d'euros pour 2023. La hausse des taux d'intérêts devrait permettre d'avoir des recettes substantielles pour ce poste.

### Prélèvement au fonds de roulement

Lorsque le fonds de roulement de l'année concernée est inférieur au fonds de roulement de l'année précédente, un prélèvement au fonds de roulement de l'année précédente égal à la différence entre les deux doit être effectué. Ceci n'est pas le cas pour 2023 de sorte qu'il n'y a pas de prélèvement au fonds de roulement.

### Prélèvement du découvert de l'exercice

D'une manière générale, dans le cas d'un prélèvement au fonds de roulement, la somme négative du solde des opérations courantes et du montant du prélèvement au fonds de roulement constitue le découvert de l'exercice. Ce découvert est déduit de la réserve excédentaire. Dans le cas d'une dotation au fonds de roulement, la différence négative du solde des opérations courantes et du montant de la dotation au fonds de roulement constitue le découvert de l'exercice. Ce découvert est déduit de la réserve excédentaire.

Le déficit de l'exercice 2023 s'élève à 40,6 millions d'euros, ce qui fait passer l'excédent cumulé de 455,3 millions d'euros à 414,7 millions d'euros en 2023. Il y aura donc un prélèvement du découvert de l'exercice à hauteur de 40,6 millions d'euros.

## Annexes

## Tableaux des dépenses et recettes (provisions comptabilisées aux comptes respectifs)

Tableau 29: Projet de budget des dépenses de l'assurance maladie-maternité - Compte 60

| Année<br>Nombre indice                       | Compte annuel<br>2021 | Budget<br>2022 | Compte prév.<br>2022 | Budget<br>2023 | Variation<br>2023 / 2022<br>en % |
|----------------------------------------------|-----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------------------|
| (Montants en milliers d'euros)               |                       |                |                      |                |                                  |
| <b>60 FRAIS D'ADMINISTRATION</b>             | <b>96.635</b>         | <b>108.183</b> | <b>106.588</b>       | <b>126.627</b> | <b>18,8%</b>                     |
| <b>Frais de personnel</b>                    | <b>64.235</b>         | <b>69.892</b>  | <b>69.851</b>        | <b>75.454</b>  | <b>8,0%</b>                      |
| 6000 Traitement employés publics             | 34.563                | 40.473         | 38.780               | 43.009         |                                  |
| 6001 Indemnités employés permanents          | 14.332                | 15.072         | 16.105               | 16.539         |                                  |
| 6002 Indemnités employés temporaires         | 1.395                 | 613            | 437                  | 428            |                                  |
| 6003 Salaires ouvriers permanents            | 164                   | 169            | 186                  | 194            |                                  |
| 6004 Salaires ouvriers temporaires           |                       |                |                      |                |                                  |
| 6005 Pensions et suppléments                 | 13.781                | 13.566         | 14.342               | 15.284         |                                  |
| 6007 Frais communs personnel OAS             |                       |                |                      |                |                                  |
| <b>Frais d'exploitation</b>                  | <b>4.193</b>          | <b>4.526</b>   | <b>4.154</b>         | <b>11.429</b>  | <b>175,1%</b>                    |
| 6020 Loyer et charges locatives              | 2.618                 | 2.680          | 2.680                | 8.311          |                                  |
| 6021 Frais d'exploitation bâtiments          | 1.142                 | 1.351          | 1.060                | 2.648          |                                  |
| 6022 Frais d'exploitation agences            | 320                   | 327            | 306                  | 324            |                                  |
| 6023 Installations de télécommunications     | 70                    | 114            | 63                   | 94             |                                  |
| 6024 Frais informatique                      | 4                     | 6              | 5                    | 8              |                                  |
| 6025 Frais liés aux véhicules automoteurs    | 39                    | 48             | 40                   | 45             |                                  |
| <b>Frais de fonctionnement</b>               | <b>9.867</b>          | <b>12.616</b>  | <b>11.636</b>        | <b>12.803</b>  | <b>10,0%</b>                     |
| 6030 Indemnités personnel                    | 140                   | 220            | 202                  | 223            |                                  |
| 6031 Organes                                 | 69                    | 74             | 73                   | 75             |                                  |
| 6032 Frais de bureau                         | 363                   | 471            | 398                  | 427            |                                  |
| 6033 Frais postaux et de télécommunication   | 5.487                 | 5.696          | 5.682                | 5.996          |                                  |
| 6034 Frais d'information et de publication   | 106                   | 226            | 198                  | 217            |                                  |
| 6035 Expertises et contrôles                 | 2.650                 | 4.375          | 3.611                | 4.406          |                                  |
| 6036 Contentieux                             | 267                   | 250            | 250                  | 265            |                                  |
| 6039 Dépenses diverses                       | 784                   | 1.303          | 1.222                | 1.192          |                                  |
| <b>Frais généraux</b>                        | <b>48</b>             | <b>92</b>      | <b>42</b>            | <b>397</b>     | <b>850,8%</b>                    |
| 6041 Médecine préventive                     |                       |                |                      |                |                                  |
| 6042 Cotisations ALOSS                       | 29                    | 18             | 19                   | 19             |                                  |
| 6043 Autres cotisations                      |                       | 7              | 7                    | 7              |                                  |
| 6048 Frais de déménagement                   | 19                    | 62             | 12                   | 367            |                                  |
| 6049 Frais généraux divers                   | 1                     | 4              | 4                    | 4              |                                  |
| <b>Frais d'acquisitions</b>                  | <b>138</b>            | <b>1.138</b>   | <b>985</b>           | <b>611</b>     | <b>-38,0%</b>                    |
| 6051 Acquisition machines de bureau          | 2                     | 3              |                      | 3              |                                  |
| 6052 Acquisition mobilier de bureau          | 104                   | 63             | 29                   | 58             |                                  |
| 6053 Acquisition inst. de télécommunications |                       | 455            | 831                  |                |                                  |
| 6054 Acquisition équipements informatiques   |                       |                |                      |                |                                  |
| 6055 Acquisitions logiciels                  |                       | 572            | 86                   | 470            |                                  |
| 6056 Acquisition équipements spéciaux        | 31                    | 47             | 40                   | 81             |                                  |
| 6057 Acquisition véhicules automoteurs       |                       |                |                      |                |                                  |
| <b>Frais communs</b>                         | <b>18.155</b>         | <b>19.920</b>  | <b>19.920</b>        | <b>25.933</b>  | <b>30,2%</b>                     |
| 608 Participation aux frais du Centre commun | 18.155                | 19.920         | 19.920               | 25.933         |                                  |

Tableau 30: Projet de budget des dépenses de l'assurance maladie-maternité - Compte 61-69

| Année<br>Nombre indice<br>(Montants en milliers d'euros) | Compte annuel<br>2021<br>839,98 | Budget<br>2022<br>855,62 | Compte prév.<br>2022<br>871,66 | Budget<br>2023<br>909,90 | Variation<br>2023 / 2022<br>en % |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| <b>61 PRESTATIONS EN ESPECES</b>                         | <b>501.572</b>                  | <b>456.080</b>           | <b>533.122</b>                 | <b>532.223</b>           | <b>-0,2%</b>                     |
| Maladie                                                  | 250.615                         | 242.037                  | 293.098                        | 293.548                  | 0,2%                             |
| Maternité                                                | 250.957                         | 214.042                  | 240.024                        | 238.674                  | -0,6%                            |
| <b>62 PRESTATIONS EN NATURE</b>                          | <b>3.041.400</b>                | <b>3.169.390</b>         | <b>3.836.286</b>               | <b>3.500.826</b>         | <b>-8,7%</b>                     |
| Maladie                                                  | 3.034.685                       |                          |                                |                          |                                  |
| Maternité                                                | 6.715                           |                          |                                |                          |                                  |
| <b>63 TRANSFERTS DE COTISATIONS</b>                      | <b>43.200</b>                   | <b>40.452</b>            | <b>46.314</b>                  | <b>49.582</b>            | <b>7,1%</b>                      |
| Cotisations assurance maladie                            | 12.185                          | 11.165                   | 12.783                         | 13.685                   |                                  |
| Indemnité pec. mal. CNS                                  | 6.798                           | 6.669                    | 7.045                          | 7.612                    |                                  |
| Indemnité pec. maternité                                 | 5.387                           | 4.496                    | 5.738                          | 6.074                    |                                  |
| Cotisations assurance pension                            | 31.015                          | 29.286                   | 33.530                         | 35.896                   |                                  |
| Indemnité pec. mal. CNS                                  | 16.898                          | 17.493                   | 18.479                         | 19.965                   |                                  |
| Indemnité pec. maternité                                 | 14.117                          | 11.793                   | 15.051                         | 15.931                   |                                  |
| <b>64 DECHARGES ET RESTIT. DE COTIS.</b>                 | <b>4.009</b>                    | <b>3.620</b>             | <b>10.850</b>                  | <b>6.100</b>             | <b>-43,8%</b>                    |
| Prestations en nature Maladie-Maternité                  | 3.812                           | 3.300                    | 10.100                         | 5.600                    |                                  |
| Prest. en espèces Maladie                                | 197                             | 320                      | 750                            | 500                      |                                  |
| Prest. en espèces Maternité                              |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| Divers                                                   |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| <b>65 PATRIMOINE</b>                                     | <b>140</b>                      | <b>222</b>               | <b>170</b>                     | <b>180</b>               | <b>5,9%</b>                      |
| <b>66 CHARGES FINANCIERES</b>                            | <b>1.519</b>                    | <b>1.260</b>             | <b>900</b>                     |                          | <b>p.m.</b>                      |
| <b>67 DOTATIONS AUX PROV. ET AMORT.</b>                  | <b>633.010</b>                  | <b>700</b>               | <b>700</b>                     | <b>600</b>               | <b>-14,3%</b>                    |
| Prestations à liquider                                   | 623.200                         |                          |                                |                          |                                  |
| Prestations en nature Maladie-Maternité                  | 623.200                         |                          |                                |                          |                                  |
| Prest. en espèces Maladie                                |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| Prest. en espèces Maternité                              |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| Autres provisions                                        | 9.310                           |                          |                                |                          |                                  |
| Amortissements                                           | 500                             | 700                      | 700                            | 600                      |                                  |
| <b>68 CHARGES DIVERSES - TIERS</b>                       | <b>13.033</b>                   | <b>19.102</b>            | <b>24.445</b>                  | <b>19.314</b>            | <b>-21,0%</b>                    |
| Gestion "Prestations de maternité"                       |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| Divers                                                   | 13.033                          | 19.102                   | 24.445                         | 19.314                   |                                  |
| <b>69 DEPENSES DIVERSES</b>                              | <b>73</b>                       | <b>80</b>                | <b>80</b>                      | <b>80</b>                | <b>0,0%</b>                      |
| Intérêts moratoires tiers payant                         |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| Dépenses diverses                                        | 73                              | 80                       | 80                             | 80                       |                                  |
| Prestations en nature Maladie-Maternité                  |                                 | 10                       | 10                             | 10                       |                                  |
| Prest. en espèces Maladie                                | 50                              | 50                       | 50                             | 50                       |                                  |
| Prest. en espèces Maternité                              |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| Divers                                                   | 23                              | 20                       | 20                             | 20                       |                                  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES COURANTES</b>                      | <b>4.334.592</b>                | <b>3.799.089</b>         | <b>4.559.455</b>               | <b>4.235.531</b>         | <b>-7,1%</b>                     |
| Dotation au fonds de roulement                           |                                 | 15.445                   | 29.498                         | 30.859                   |                                  |
| Dotation de l'excédent de l'exercice                     |                                 |                          |                                |                          |                                  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES</b>                                | <b>4.334.592</b>                | <b>3.814.534</b>         | <b>4.588.953</b>               | <b>4.266.390</b>         | <b>-7,0%</b>                     |

Tableau 31: Projet de budget des recettes de l'assurance maladie-maternité

| Année                                         | Compte annuel    | Budget           | Compte prév.     | Budget           | Variation     |
|-----------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------|
| Nombre indice                                 | 2021             | 2022             | 2022             | 2023             | 2023 / 2022   |
| (Montants en milliers d'euros)                | 839,98           | 855,62           | 871,66           | 909,9            | en %          |
| <b>70 COTISATIONS ASSURES ET EMPLOYEURS</b>   | <b>2.110.971</b> | <b>2.203.328</b> | <b>2.285.629</b> | <b>2.470.911</b> | <b>8,1%</b>   |
| Prestations en espèces                        | 108.373          | 113.080          | 117.490          | 126.435          | 7,6%          |
| dont FOA                                      | 180              | 181              | 181              | 190              |               |
| Prestations en nature                         | 2.002.598        | 2.090.248        | 2.168.139        | 2.344.476        | 8,1%          |
| Actifs et autres                              | 1.646.142        | 1.714.608        | 1.784.608        | 1.920.520        |               |
| dont FOA                                      | 2.021            | 2.023            | 2.034            | 2.126            |               |
| Pensionnés                                    | 356.456          | 375.640          | 383.531          | 423.956          |               |
| <b>71 COTISATIONS FORFAITAIRES ETAT</b>       | <b>1.407.308</b> | <b>1.468.885</b> | <b>1.523.752</b> | <b>1.647.274</b> | <b>8,1%</b>   |
| <b>72 PARTICIPATIONS DE TIERS</b>             | <b>40.754</b>    | <b>42.993</b>    | <b>42.654</b>    | <b>85.708</b>    | <b>100,9%</b> |
| Frais d'administration                        | 20.554           | 22.773           | 22.434           | 27.988           |               |
| Etat-frais de personnel (supplém. pension)    |                  |                  |                  |                  |               |
| Etat (congé politique et sportif)             | 127              | 50               | 166              | 50               |               |
| Organismes                                    | 20.428           | 22.723           | 22.268           | 27.938           |               |
| Participations dans prestations (Etat)        | 20.200           | 20.220           | 20.220           | 57.720           |               |
| Dot. pour dépenses liées aux mesures Covid-19 |                  |                  |                  | 37.500           |               |
| Dotation spéciale maternité                   | 20.000           | 20.000           | 20.000           | 20.000           |               |
| Autres prestations en nature                  | 200              | 220              | 220              | 220              |               |
| <b>73 TRANSFERTS</b>                          | <b>8.533</b>     | <b>6.940</b>     | <b>7.215</b>     | <b>7.040</b>     | <b>-2,4%</b>  |
| Cotisations de régimes contributifs           | 1.204            | 140              | 415              | 140              |               |
| Pensions cédées                               | 7.329            | 6.800            | 6.800            | 6.900            |               |
| <b>74 REVENUS SUR IMMOBILISATIONS</b>         | <b>139</b>       | <b>140</b>       | <b>140</b>       | <b>140</b>       | <b>0,0%</b>   |
| <b>75 BENEFICES SUR IMMEUBLES</b>             |                  |                  |                  |                  | <b>p.m.</b>   |
| <b>76 PRODUITS DIVERS</b>                     | <b>7.136</b>     | <b>7.499</b>     | <b>8.869</b>     | <b>8.385</b>     | <b>-5,5%</b>  |
| Prestations en nature                         | 3.427            | 3.488            | 4.939            | 4.246            |               |
| Prestations en espèces Maladie                | 246              | 308              | 299              | 312              |               |
| Prestations en espèces Maternité              |                  |                  |                  |                  |               |
| Divers                                        | 3.464            | 3.703            | 3.632            | 3.827            |               |
| <b>77 PRODUITS FINANCIERS</b>                 | <b>1.339</b>     | <b>900</b>       | <b>2.700</b>     | <b>6.300</b>     | <b>133,3%</b> |
| <b>78 PRELEVEMENT AUX PROVISIONS</b>          | <b>702.630</b>   |                  | <b>632.510</b>   |                  | <b>p.m.</b>   |
| Prestations à liquider                        | 695.110          |                  | 623.200          |                  |               |
| Prestations en nature                         | 695.110          |                  | 623.200          |                  |               |
| Prestations en espèces Maladie                |                  |                  |                  |                  |               |
| Prestations en espèces Maternité              |                  |                  |                  |                  |               |
| Autres provisions                             | 7.520            |                  | 9.310            |                  |               |
| <b>79 RECETTES DIVERSES</b>                   | <b>121</b>       | <b>128</b>       | <b>693</b>       | <b>74</b>        | <b>-89,3%</b> |
| Prestations en nature                         | 64               | 52               | 15               | 15               |               |
| Prestations en espèces Maladie                | 8                | 25               | 8                | 9                |               |
| dont rém. services rendus (art. 58, al. 4)    |                  |                  |                  |                  |               |
| Prestations en espèces Maternité              |                  |                  |                  |                  |               |
| Divers                                        | 49               | 51               | 670              | 50               |               |
| <b>TOTAL DES RECETTES COURANTES</b>           | <b>4.278.932</b> | <b>3.730.814</b> | <b>4.504.162</b> | <b>4.225.831</b> | <b>-6,2%</b>  |
| Prélèvement au fonds de roulement             | 14.488           |                  |                  |                  |               |
| Prélèvement découvert de l'exercice           | 41.171           | 83.721           | 84.791           | 40.559           |               |
| <b>TOTAL DES RECETTES</b>                     | <b>4.334.592</b> | <b>3.814.534</b> | <b>4.588.953</b> | <b>4.266.390</b> | <b>-7,0%</b>  |